



EDUCATION

Deux lycées d'alphabétisation ouvrent cette année

Pour permettre aux apprenants qui obtiennent le brevet d'études du premier cycle dans les centres de post alphabétisation de poursuivre le cycle secondaire jusqu'en terminale, le gouvernement a annoncé l'ouverture de deux premiers

lycées d'alphabétisation dont l'un à Brazzaville et l'autre à Pointe-Noire. « Nous nous engageons à doter progressivement notre pays des lycées d'alphabétisation dès l'année pédagogique 2024-2025, car l'alphabétisation est à saisir comme principe directeur de l'éducation

pour tous et de l'apprentissage tout au long de la vie », a indiqué le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou.

Page 6



VOYAGE DE PRESSE

Notes de reportage en Chine

S'il est une vertu que la République populaire de Chine, deuxième économie mondiale, garde en estime, c'est bien le travail. Ses atouts en termes de modernité, de compétitivité, de repères séculaires, entre autres, sautent aux yeux et peuvent inspirer.

Page 9

A la base d'entraînement sportif de Kunming/Adiac

PRÉSIDENTIELLE 2026

La FOC fait du dialogue national un préalable



Jean-Félix Demba Ntelo

Lors d'une conférence de presse tenue le 9 septembre à Brazzaville, le président de la Fédération de l'opposition congolaise, Jean-Félix Demba Ntelo, a indiqué que cette plateforme ne se représentera pas à l'élection présidentielle de 2026 sans un dialogue national inclusif. « Le dialogue est notre préalable pour l'élection de 2026. Si ce n'est pas le cas, vous ne nous verrez pas », a-t-il fait savoir.

Page 16

CONSOMMATION

Le « Campek » mis sur le marché



Un échantillon du Campek

La boisson locale « Campek », dotée des vertus thérapeutiques, vient d'être mise sur le marché à l'issue d'une cérémonie de dégustation et de mise en vente organisée à Brazzaville. Produite à Enyellé, dans le département de la Likouala, cette boisson est fabriquée par la société Générale trading dont l'ancien ministre d'Etat, Henri Djombo, est promoteur.

Page 16

ÉDITORIAL

Déchets

Les habitants des arrondissements de Brazzaville se livrent à des pratiques inciviques consistant à déverser, sous des pluies battantes, des ordures ménagères sur la voie publique. Malheureusement, après l'intempérie, les débris encombrant le passage avec au final un spectacle ahurissant.

Le phénomène est fréquent surtout dans les zones riveraines des collecteurs naturels. C'est notamment le cas de la Tsiémé, à Ouenzé, le cinquième arrondissement, où le pont sur l'avenue éponyme devient impraticable à la moindre précipitation à cause de la présence des ordures.

À Djiri, au quartier Makabandilou, l'on observe une situation similaire. Emportés par le courant des eaux, les déchets échouent dans le collecteur naturel basé dans le périmètre de l'académie militaire Marien-Ngouabi.

Malgré la présence des bacs à ordures, de tels comportements se développent avec de multiples conséquences parmi lesquelles l'obstruction des voies publiques, des canaux d'évacuation des eaux pluviales, la destruction des ouvrages et de l'environnement.

Pour mettre un terme à cet état de chose, les chefs de quartier, de zone et de bloc feront œuvre utile en initiant des campagnes de sensibilisation de la population à la nocivité de ces actes qui sont de nature à annihiler les efforts déployés en faveur de l'assainissement de la capitale.

Les Dépêches de Brazzaville

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Des documents de formation des cadres de la société civile validés

Les représentants de la société civile ont validé, le 7 septembre à Brazzaville au cours d'un atelier, les documents du rapport du diagnostic, du plan de renforcement des capacités et des modules de formation de la population autochtone et des communautés locales (PACL).

L'atelier a réuni vingt-cinq participants issus notamment des structures publiques membres du comité de pilotage national et les membres des projets similaires. L'échange entre eux a porté sur les documents produits par l'organisation non gouvernementale Monde Action, présentés par son consultant Charles Roger Diankembo.

La réalisation de ces documents s'inscrivait dans le cadre du projet Mécanisme spécial de dons (Dedicated Grant mechanism- DGM), mis en œuvre dans les départements de la Sangha, de la Likouala et des Plateaux, en vue de promouvoir des moyens de subsistance durable pour les peuples autochtones et les communautés locales, de renforcer leur capacité à s'engager dans la gestion durable des ressources naturelles dans le cadre du processus Redd+ dont le Congo avait obtenu de la Banque mondiale une subvention de 4,5 millions de dollars américains pour la gestion durable des ressources naturelles.

Charles Roger Diankembo a présenté à cette occasion les objectifs de chaque document. Ils consistent à analyser les potentiels et les faiblesses de ces différentes organisations pour remplir leurs principales fonctions; à développer les compétences des bénéficiaires en gestion financière et comptable ainsi qu'à développer les compétences des femmes autochtones sur la pratique



Les participants à l'atelier/ Adiac

agricole intelligente face au climat.

Le coordonnateur de l'agence nationale d'exécution du projet DGM Congo, Rock Borgia Otoungou Ndza, a énuméré dans son allocution les trois composantes du projet. La composante 1, axée sur la promotion des activités génératrices de revenus pour la gestion durable des ressources naturelles, a pour objectif de soutenir la mise en œuvre des activités qui améliorent les moyens de subsistance de la population autochtone et des communautés locales. La composante 2 sur le renforcement institutionnel a pour objectif d'assurer la gestion durable des écosystèmes et de savane au Congo, dans le cadre de l'agroforesterie intel-

ligente face au climat et du Redd+ ainsi que la composante 3 sur la gestion du projet qui a pour objectif d'appuyer la gestion administrative de l'agence et le suivi évaluation du projet.

Selon lui, la composante 1 vise à couvrir près de 2 960 ménages et cinquante-huit groupements d'intérêt économique ainsi que huit pépinières et fermes pédagogiques pour la création d'activités génératrices de revenus. La composante 2 pour former environ 2 000 ménages et renforcer les capacités des membres du comité de pilotage national et l'autre volet portera sur la cartographie des terres, terroirs et finage des peuples autochtones.

Lydie Gisèle Oko

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbengué Okandze (chef de service), Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi,

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

DÉFENSE DES CONSOMMATEURS

Le plaidoyer de l'O2CD pour la mobilisation des ressources

Créé en 2013, l'Observatoire congolais des droits des consommateurs (O2CD) fait face à de nombreux défis, dont la mobilisation des ressources financières et techniques et la méfiance des pouvoirs publics. Son secrétaire exécutif, Mermans Babounga, s'est adressé aux partenaires à ce sujet, à l'occasion du 21^e Forum panafricain sur la protection du consommateur.

Le forum organisé du 5 au 7 septembre à Lomé, au Togo, par l'Union africaine des consommateurs (UAC), sous le patronage du président togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, a permis de réunir les principaux défenseurs des consommateurs du continent. L'objectif de la rencontre était d'identifier des stratégies efficaces au niveau national et continental en vue de contribuer à l'accélération de la mise en œuvre effective du Marché unique du transport aérien africain (Mutaa) et au renforcement de la Régulation des télécommunications en Afrique.

« Renforcer la satisfaction des utilisateurs des services du transport aérien et des télécommunications pour une meilleure connectivité aérienne et numérique » a été la thématique centrale de ces assises. Les participants ont été outillés



Les panelistes lors du forum Adiac

sur le Mutaa et la Régulation des télécommunications et ont échangé autour des stratégies visant à renforcer le rôle des organisations de consommateurs dans la régulation du secteur des télécommunications et du transport aérien en Afrique ; ainsi que sur la mobilisation des partenaires et le réseautage des organisations de consommateurs membres de l'UAC.

Onze ans après son déploiement, l'O2CD s'active pour la mobilisation des ressources afin d'assurer le financement durable de ses activités au Congo. Devant ses pairs africains, Mermans Babounga a décliné la vision de l'observatoire qui se positionne comme « l'association de référence dans le pays », à travers la promotion des droits des consommateurs et la do-

cumentation des plaintes de la population.

L'O2CD projette plusieurs initiatives sur le terrain. « Il s'agit de faire reconnaître l'observatoire comme interlocuteur valable dans le cadre de concertations de haut niveau ; d'aboutir à la signature d'un accord-cadre sur l'opérationnalisation du projet d'élaboration et d'adoption

d'une charte du patient grâce à l'appui de l'ambassade de France ; et de positionner l'O2CD comme prestataire de services auprès de certains professionnels par la réalisation des enquêtes de satisfaction client (enquêtes mystères) et l'éducation des consommateurs », a expliqué Mermans Babounga.

Fiacre Kombo

ACAT CONGO

Des autorités locales de base formées aux dispositions juridiques

Une trentaine d'autorités locales (chefs de quartier, acteurs locaux de la société civile et ceux de la chaîne pénale) ont été outillées, du 4 au 5 septembre, à Brazzaville, sur la problématique d'accès au droit et à la justice des populations vulnérables et/ou marginalisées dans les départements de Brazzaville et de Pool.

S'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Concourir à l'amélioration des conditions de vie de la population vulnérable et/ou marginalisée dans les départements de Brazzaville et du Pool » financé par l'ambassade de France à travers le dispositif « Kotonga », la session de formation visait, entre autres, à répondre à l'accessibilité au droit et à la justice par cette population dans les arrondissements cibles de Brazzaville, à savoir Makélékélé, Talangai, Mfilou, Djiri, Madibou et la communauté urbaine de Kinkala, d'ici à 2025.

A travers cet encadrement, l'ensemble des participants et des personnes ressources pour le dynamisme insufflé tout au long de cet atelier va rapprocher les autorités locales de base (chefs de quartier) des dispositions juridiques pertinentes devant les aider à accompagner la population vulnérable et/ou marginalisée dans les quartiers. « La qualité des interventions et des discussions en groupe permettra à la Fiacat et l'Acat Congo d'élaborer un livret pratique sur l'accès au droit et à la justice qui, nous l'espérons, servira pour orienter, assister et accompagner la population vulnérable et/ou marginalisée pour son accès



Remise des certificats à un échantillon de participants par l'ambassadrice de France, Claire Bodonyi Adiac

au droit et à la justice », a déclaré, dans son mot de clôture, le premier vice-président du Conseil départemental de la ville de Brazzaville, Emmanuel Clesh Atipo Ngapy.

Selon l'ambassadrice de France au Congo, Claire Bodonyi, le dispositif « Kotonga » pour cette année contribue à l'amélioration des conditions de vie de la population jeune, grâce à la connaissance et à l'accès effectif à ses droits...

En termes d'engagement, en rapport avec les acquis de l'atelier relatif à la problématique d'accès au droit et à la justice de la population vulnérable et mar-

ginalisée dans les départements de Brazzaville et du Pool, les participants s'engagent à descendre dans les différents quartiers des arrondissements et communes pour vulgariser la pratique de l'accès au droit et à la justice auprès de la population ; mettre à la portée de cette population les connaissances requises des garanties judiciaires des détenus ; aider les personnes vulnérables et marginalisées devant les difficultés de transaction foncière et parcellaire ; assurer l'assistance juridique et la protection sociale communautaire des veuves, orphelins et personnes handicapées ainsi que toutes les autres

personnes vulnérables, victimes de la violation des droits et de la violence ayant pour base le genre dans les quartiers ; savoir indiquer et orienter les citoyens devant toute préoccupation afin d'améliorer leurs conditions de vie ; faciliter l'accès au droit et à la justice des citoyens ; accompagner les personnes victimes des violations des droits humains pour faire valoir leurs droits ; vulgariser à la population cible les notions de droit et dénoncer les violations y afférentes.

En rappel, l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat)- Congo mène depuis le mois de juillet un projet d'accès

au droit et à la justice dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie de la population marginalisée et/ou vulnérable de quelques arrondissements cibles de Brazzaville (Makélékélé, Talangai, Mfilou, Djiri, Madibou) et la communauté urbaine de Kinkala. Ce projet dénommé « Concourir à l'amélioration des conditions de vie de la population vulnérable et/ou marginalisée à travers l'accès aux droits dans les départements de Brazzaville et du Pool » s'exécute grâce à un financement de l'ambassade de France, à travers le dispositif «Kotonga». Il répond au constat fait par l'Acat Congo lors de ses nombreuses activités de sensibilisation au cours desquelles le besoin de renforcement des capacités des autorités locales de base sur les notions d'accès au droit et à la justice s'est posé avec acuité.

Organisé par l'Acat Congo en collaboration avec l'ambassade de France, cet atelier avait pour objectif de poser les bases d'une professionnalisation de la fonction de chef de quartier des arrondissements cibles de Brazzaville et de la communauté urbaine de Kinkala, capable d'assister et d'accompagner les personnes marginalisées et/ou vulnérables.

Guillaume Ondze

ENVIRONNEMENT

Le Mjec alerte sur la menace des tourbières de Ngamakala

Les membres du Mouvement des jeunes écologistes congolais (Mjec) ont visité récemment les tourbières de Ngamakala, près du poste de péage de Lifoula, dans le département du Pool. Ils se disent inquiets de la menace de cet espace.

Les tourbières de Ngamakala, formées il y a près de 24 000 ans, se trouvent dans une savane herbeuse du village Lifoula, à environ 35 km au Nord de Brazzaville. Il s'agit d'un écosystème nécessaire dans la séquestration des gaz à effet de serre, a précisé le communiqué de presse de Mjec. A l'issue de la visite, le président de cette organisation, Espanich Motondo, a rappelé que cet écosystème tourbeux est très crucial pour l'équilibre climatique. « Le combat contre le changement climatique ne peut pas être gagné sans la protection des tourbières et des zones humides. Si on protège les forêts, on diminue notre empreinte carbone mais si on oublie la protection des tourbières, notre combat sera perdu d'avance », a-t-il déclaré.

Selon lui, plusieurs facteurs environnementaux menacent le bien-être des tourbières de Ngamakala. La disparition progressive de cet espace qui sera



Les membres du Mjec après la visite des tourbières Ngamakala/DR

dangereuse pour le climat, inquiète, a-t-il dit aux membres du Mjec. « Les études réalisées par les chercheurs de

l'Université Marien-Ngouabi prouvent une régression de la superficie qui risque d'être dangereuse pour

l'existence de ces tourbières. Aujourd'hui, la population locale sans être sensibilisée à l'importance des tourbières,

occupe des terrains dans cette zone et les érosions menacent également ce puits de carbone », a prévenu Espanich Motondo.

Il a, par ailleurs, indiqué que les tourbières de Ngamakala sont inscrites dans les discussions de la COP 29 cette année. La jeunesse congolaise, actrice principale de la lutte contre le changement climatique, devrait, a-t-il souhaité, être impliquée dans la préservation des tourbières afin de remporter la bataille climatique.

Notons que le Mjec est un mouvement créé pour permettre à la jeunesse congolaise d'avoir accès aux dialogues internationaux sur l'environnement et le climat, et aussi pour l'engager dans la préservation de la forêt. « Nous militons aussi pour la défense de la vision congolaise de l'environnement dans les conférences et sommets internationaux des jeunes », a conclu Espanich Motondo.

Parfait Wilfried Douniama

PATN

Des cadres étatiques formés à la gestion des réseaux haut débit

Le coordonnateur du Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN), financé par la Banque mondiale (BM), Seck Manouangui, a clôturé, le week-end dernier, la première semaine de formation des utilisateurs pour la connectivité internet haut débit de l'Université Marien-Ngouabi, des ministères, agences et structures décentralisées.

La formation avait pour but de doter le personnel clé des compétences nécessaires pour une mise en œuvre efficace des technologies numériques comprenant l'installation de solutions de connectivité avancées telles que les réseaux Wi-Fi au sein de l'Université Marien-Ngouabi et divers ministères et agences gouvernementales. « Ce premier module a été l'occasion pour chacun d'entre vous d'approfondir vos connaissances, d'échanger de réelles idées et de développer de nouvelles compétences qui seront, sans aucun doute, précieuses dans la prise en main, la gestion et la maintenance des infrastructures de connectivité au sein de vos établissements, notamment l'Université Marien-Ngouabi, qui nous a fait l'honneur d'accueillir cette session, l'Université de Denis-Sassou-N'Guesso, ainsi que le cabinet du ministère en charge de l'Enseignement supérieur... »,



La photo de famille/DR

a déclaré Seck Manouangui, coordonnateur du projet. Cette première semaine a couvert des aspects fondamentaux de la solution Réseau de campus Huawei datacom, des solutions Wi-Fi Huawei Wlan, avec un focus particulier sur les commutateurs de cœur, d'agrégation et d'accès. « Durant cette semaine, nous nous sommes plus penchés sur la datacom, switching, la commu-

tation. Il s'agissait ici d'apprendre les bases dans la configuration des switches, pour avoir le Wi-Fi, le WI, la sécurité de notre réseau, le management de notre réseau, s'agissant des équipements Fortinet pour le FortiWeb, FortiManager », a expliqué le formateur tunisien, Houssein Eddine Abbou. Content d'y avoir pris part, Dionne Onkirotin, a témoigné de l'importance de ces

compétences acquises pour l'avenir numérique du pays. « Nous avons appris beaucoup de choses, notamment sur la datacom et acquis des connaissances sur l'utilisation, la configuration et la connexion des nouveaux appareils qui vont être connectés au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur, à travers le PATN. Il nous fallait donc toutes ces connaissances

pour le bon usage des diapositives qui seront installées », a-t-il dit.

Pour rappel, cette formation qui s'inscrit dans le cadre des séries de formations lancées par le PATN et conduites par le consortium Tmi-Stracom, relatives aux installations des points d'accès Wifi et de la connectivité à internet au sein de l'Université Marien-Ngouabi ainsi que dans certains ministères, agences et départements, a réuni des agents et cadres du ministère de l'Enseignement supérieur, de l'Université Marien-Ngouabi, de l'Agence congolaise des systèmes d'information, des experts du PATN et ceux du groupement Tmi-Stracom. Prévu pour une durée de cinq ans, le PATN est financé à hauteur de 60 milliards FCFA par la BM. Ce projet vise à augmenter l'accès de la population mal desservie à l'internet et améliorer la capacité du gouvernement à fournir des services publics.

Gloria Imelda Lossele

CHU DE BRAZZAVILLE

Le directeur général appelle à la responsabilité de tous les agents

Le directeur général du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville, le Pr Alexis Thierry Raoul Gombet, a lancé, le 6 septembre, un cri de cœur, exhortant la population à rétablir sa confiance en cette structure pour plus de pérennité.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, le Pr Alexis Thierry Raoul Gombet a indiqué qu'il y a eu deux apports essentiels au CHU. Le premier, celui de la coopération française avec un montant de 10 millions d'euros pour refaire toutes les installations sanitaires de l'hôpital, du fait qu'avec l'âge avancé de cet établissement toutes les installations sanitaires étaient complètement détruites, pas d'eau dans les services, etc. Pour ce projet, on peut considérer, a-t-il dit, que les travaux ont été faits jusqu'à la fin. Il a, par ailleurs, revisité les différentes étapes en plusieurs grandes phases, à savoir les toilettes, les conduits d'eau, les bâches à eau, etc. Le directeur général du CHU a poursuivi en indiquant que le second apport a été le prêt que le gouvernement a pu obtenir de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale de 12 milliards FCFA

grâce auquel il a été possible de réhabiliter les bâtiments de l'hôpital, de l'équiper et également de refaire le service de radiologie, de stérilisation... « *Au stade où nous sommes aujourd'hui, la stérilisation, les travaux de radiologie, des locaux également, les travaux des laboratoires sont prêts, les services des maladies infectieuses totalement refaits, les services de la psychiatrie sont faits en partie, il y aura encore d'autres travaux. Par ce biais-ci, nous avons également reçu un financement des équipements. Au moment où nous parlons l'IRM et le scanner ont déjà été totalement rendus et fonctionnent depuis plus d'une année. Nous attendons l'installation du matériel de radiologie classique. Ce matériel est déjà à Brazzaville, mais quelques travaux des locaux pour pouvoir les préparer à re-*



Le Pr Alexis Thierry Raoul Gombet/Adiac

cevoir le matériel sont en train d'être finalisés », a-t-il commenté.

Concernant la moralité en sein du CHU, le Pr Alexis

Thierry Raoul Gombet a reconnu qu'il y a une crise morale et appelle à la responsabilité de tous pour une bonne marche de la grande struc-

ture sanitaire du pays. Le directeur général demande au personnel d'essayer de faire un effort d'élévation.

En conclusion, pour venir à bout de ce phénomène, l'orateur a déclaré appliquer la justice et le droit. « *Il faut appliquer la loi sans discrimination, faire respecter les textes sans discrimination, sanctionner, éduquer et reconnaître le mérite de chacun...Le CHU, par excellence, doit avoir une rigueur scientifique et morale* », a-t-il dit. Concernant le plateau technique, il a fait savoir que ce n'est pas assez. Quant à l'hygiène, c'est plus propre, il y a une nette amélioration de ce côté. Sur l'offre de soins, il reste quelques efforts à faire, a souligné le Pr Alexis Thierry Raoul Gombet. Pour lui, un pays ne peut pas se passer d'un CHU qui est le lieu par excellence de la recherche et de la formation des élites...

Guillaume Ondze

DISTRICT DE L'ÎLE MBAMOU

La communauté locale impliquée dans la gestion des centres de santé

Les trente-quatre membres du comité de gestion du district sanitaire de l'île Mbamou, dont un bureau de cinq responsables, ont été installés le 8 septembre, en présence du sous-préfet Jean Amboua. Ces responsables communautaires devraient contribuer à améliorer l'offre de soins de santé dans ce district du département de Brazzaville.

Peuplé d'environ 15 000 habitants, le district de l'île Mbamou dispose de trois centres de santé intégrés (CSI) et d'un poste de santé répartis dans les vingt-trois villages qui le composent. Cette île voisine de la capitale Brazzaville est difficile d'accès. Pour atteindre Lissanga, le chef-lieu du district, il faut naviguer pendant une heure à l'aide d'une pirogue motorisée et au moins 2h30 avant d'arriver à Centre-Mbamou, l'un des grands villages de l'île.

Le village Centre-Mbamou n'est pas connecté au réseau électrique, tout comme l'ensemble du district. Dans cette localité, le CSI fonctionne à l'aide d'un panneau solaire souvent en panne. Équipé de trois lits, d'une salle de consultations, d'un bloc d'accouchement et de la pharmacie, ce CSI est privé de presque tout. La seule infirmière en poste ce jour, Vychervie Nguékou, a expliqué les difficultés de son centre hospitalier. « Nous avons besoin des médicaments, du personnel supplémentaire, de l'électricité, d'un local aménagé », a-t-elle lancé.

En raison de leur proximité au fleuve, les habitants de l'île Mbamou sont exposés à de nombreuses maladies. Les risques



Le sous-préfet congratulant les membres du comité/Adiac

pathogènes les plus répandus, d'après le médecin chef du district sanitaire, Dr Nelson Bokalé, concernent le paludisme, les maladies diarrhéiques et dermatologiques. En effet, la mise en place

du comité de santé permettra d'établir le dialogue entre les autorités sanitaires et les communautés cibles. « *La population va participer directement à la gestion du CSI, à travers les*

programmes de sensibilisation contre les maladies, à l'entretien du local et distribution des kits communautaires », a confié Dr Nelson Bokalé.

Rappelons que la restructuration

des comités de santé au sein des CSI est prévue dans un décret de 2020 (n°2020-553). Une étude menée en 2018 par l'Observatoire congolais des droits des consommateurs (O2CD) a révélé la faible participation de la société civile et des communautés bénéficiaires dans la gestion du système sanitaire en République du Congo. Grâce à un financement de plus de 26 millions FCFA de l'ambassade de France au Congo, l'observatoire est engagé dans le processus de restructuration de douze comités de santé dans cinq districts sanitaires du pays.

« *Dans le district sanitaire de la sous-préfecture de l'île Mbamou, un comité de santé a été identifié avec l'appui de la direction départementale des soins et services de santé. Pour parvenir à cette restructuration, plusieurs activités ont été planifiées, à savoir la sensibilisation, l'organisation de l'assemblée générale afin de conformer leur composition aux exigences du décret de 2020. La prochaine étape sera la formation des membres du comité de santé* », a indiqué René N'Gouala, le président de l'O2CD.

Fiacre Kombo

EDUCATION

Deux lycées d'alphabétisation ouvriront leurs portes à la rentrée

A l'occasion de la célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation, commémorée le 8 septembre de chaque année, le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, a annoncé l'ouverture de deux lycées d'alphabétisation dès la rentrée péda andragogique prochaine.



Le ministre Jean Luc Mouthou donnant lecture de la déclaration du gouvernement/Adiac

Un lycée d'alphabétisation ouvrira ses portes à Brazzaville et l'autre à Pointe-Noire, a indiqué le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, dans la déclaration du gouvernement relative à la 58^e édition de la Journée internationale de l'alphabétisation. La journée a été célébrée cette année sur le thème « Promouvoir l'éducation multilingue : alphabétisation pour la compréhension mutuelle et la paix ».

« L'alphabétisation est à saisir comme principe directeur de l'éducation pour tous et de l'apprentissage tout au long de la vie. C'est à ce titre que nous nous engageons à doter progressivement notre pays des lycées d'alphabétisation dès l'année péda andragogique 2024-2025 », a indiqué le ministre Jean Luc Mouthou.

Il a, par ailleurs, lancé un appel à l'alphabétisation de proximité. « Nous invitons toute la communauté des lettrés sur l'ensemble du territoire national à s'impliquer, dans un élan de sursaut patriotique, à l'œuvre révolutionnaire d'alphabétiser sans barrières linguistiques toutes les personnes de notre voisinage qui sont dans le besoin car elles sont encore nombreuses », a lancé le ministre.

L'alphabétisation, a poursuivi Jean Luc Mouthou, permet, en effet, à toutes les personnes (enfants, jeunes, adultes) en marge du système éducatif formel de s'ouvrir au monde. C'est donc le processus par lequel les analphabètes et semi-analphabètes acquièrent des connaissances transversales qui conduisent à l'épanouissement, à l'inclusion sociale, à l'emploi et à la citoyenneté active.

Rominique Makaya

ERRATUM

Dans la publication du quotidien Les Dépêches de Brazzaville, N° 4832 - VENDREDI 6 SEPTEMBRE 2024, à la page 6, concernant l'annonce :

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN PRESTATAIRE DE SERVICE CHARGÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPOSANTE 3 DANS LE BUREAU SATELLITE PAYSAGER DE OUESSO (Publication du 6 septembre 2024), une erreur s'est glissée. Il fallait lire Pointe-Noire au lieu de Ouesso.

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Divamine Allegra Pachelie. Je souhaiterai être désormais appelée Osséré Oyimba Allegra Pachelie. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (03).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le Brésil veut instaurer un programme de lectorat au Congo

Lors de la soirée commémorant le 202^e anniversaire de l'indépendance de son pays, le 7 septembre à Brazzaville, l'ambassadeur de la République fédérale du Brésil au Congo, Renato Soares Menezes, a annoncé la mise en place d'un nouveau programme pour renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'éducation et de la formation.



L'ambassadeur Renato Soares Menezes délivrant son message/Adiac

« Notre apport au savoir de la jeunesse congolaise se poursuit dans le cadre de la promotion de la langue portugaise et de la culture brésilienne. Le Brésil veut proposer l'instauration d'un programme de lectorat, et n'attend que la confirmation du gouvernement congolais », a déclaré l'ambassadeur du Brésil dans son mot de circonstance prononcé en présence du ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, représentant le gouvernement congolais, des ambassadeurs accrédités au Congo, et de plusieurs autres invités de marque.

D'après le diplomate Renato Soares Menezes, le programme de lectorat sera animé dans l'une des universités par un professeur en provenance du Brésil. Il sera pris en charge par le gouvernement brésilien en échange d'une contrepartie congolaise.

Toujours dans le domaine de la formation, l'ambassadeur a également

appelé qu'elle s'étend jusqu'au niveau de la coopération militaire avec les programmes d'enseignement professionnel maritime pour citoyens et d'opérations de paix navale de la marine brésilienne.

Au niveau de l'éducation et de la formation, l'ambassadeur a rappelé la mise en place de programmes étudiants-convention de premier et deuxième cycle. Ces programmes d'études sont offerts par le gouvernement brésilien dans le cadre de l'accord culturel, scientifique et technologique signé entre le Brésil et le Congo. Ils offrent l'opportunité aux jeunes étudiants congolais de faire des cours de graduation gratuits dans les différentes universités du pays.

« Le président de la République du Congo, son excellence M. Denis Sassou N'Guesso, dans son élan de propulser la jeunesse congolaise, a décrété l'année 2024, année de la jeunesse. Le Brésil l'accompagne

dans cette vision à travers la formation des jeunes étudiants congolais dans différentes disciplines et universités brésiennes. Cette année, nous avons battu le record en Afrique avec un total de 121 étudiants congolais admis audits programmes d'études », a-t-il expliqué. Par ailleurs, l'ambassadeur Renato Soares Menezes a souligné la synergie entre le Brésil et le Congo, étant donné leurs origines africaines. « Ces liens fraternels se sont fortifiés avec notre diplomatie des années quarante-vingts et les visites présidentielles réciproques... », a-t-il dit.

Il a aussi parlé de la lutte que le Brésil et le Congo mènent dans la poursuite des objectifs de développement durable. Dans ce sens, le diplomate brésilien a salué l'engagement du Congo dans la lutte contre le changement climatique à travers l'organisation, en juillet dernier, de la première conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement, sans oublier la tenue à Brazzaville, en octobre 2023, du sommet des trois bassins tropicaux.

Dans son discours, Renato Soares Menezes a aussi cité l'apport du Brésil dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la famine, la coopération militaire, la sécurité maritime dans le golfe de Guinée, l'aide humanitaire, la coopération culturelle, etc.

La soirée commémorative de la fête nationale du Brésil a été agrémentée par le duo Savio et Cecilia, accompagné de la chanteuse congolaise La Pie d'Or.

Yvette Reine Nzaba

CAMP DE VACANCES

Des activités ludiques promeuvent les compétences de jeunes écoliers

La Fondation Solidaire universelle a clos, le 7 septembre à Brazzaville, les activités de la troisième édition du camp de vacances organisée pour encourager les enfants à découvrir leurs nouvelles passions et à développer leurs compétences insoupçonnées.

Au cours du camp de vacances, les enfants se sont amusés autour d'une série d'activités dont les arts, les jeux, le sport et bien d'autres. Repartis en différents groupes, ils ont eu également de rencontres en dehors de leur cercle familial, de façon encadrée.

Ce camp de vacances s'est distingué, en effet, par son objectif inclusif en offrant des activités enrichissantes non seulement aux enfants des écoles locales mais également aux orphelins militaires. L'initiative avait aussi prévu des moments de réflexion et de partage permettant aux enfants de renforcer la confiance en eux et leur sens de la communauté. Des jeux ont permis de développer des compétences globales, mentales, émotionnelles et physiques qui aident à acquérir ou à modifier certaines attitudes et comportements, afin d'améliorer la capacité de



Élèves et encadreurs de la colonie de vacances/Adiac

résilience à long terme : estime de soi, confiance en soi, sentiment de sécurité et de cohésion. « Nous travaillons avec l'État parce qu'il y a certaines actions qu'il n'arrive pas à résoudre dans les quartiers éloignés. Ce camp de vacances est un programme éducatif et de loisirs qui permet aux enfants de ne pas rester chez eux durant la période des vacances, parce que pendant cette période de vacances, les enfants sont maltraités d'une façon ou d'une autre, et ils apprennent des mauvaises choses. Nous avons réuni des enfants de divers horizons et des orphelins militaires, puisque nous travaillons avec la défense militaire, nous avons réuni des enfants du quartier Nkombo et ceux du complexe scolaire Monde Emonaya », a indiqué Axence Meg Jim Ngué Monafi, promotrice de la fondation Solidaire universelle.

Ce camp de vacances a réuni enfants et familles dans une atmosphère conviviale.

Cette année, l'événement a été particulièrement significatif, favorisant le bien-être et l'épanouissement des jeunes souvent confrontés à des défis particuliers. « Je suis venu pratiquer plusieurs activités sportives comme le football, la natation, le basketball, etc. J'ai pu obtenir le certificat et deux dictionnaires de français. Il y a eu aussi des ateliers de journalisme et de théâtre », a expliqué Chrinovie Ngonogandi, élèves en classe de sixième.

D'autres participants ont eu l'occasion de s'imprégner dans une variété d'activités pédagogiques et ludiques allant des ateliers créatifs aux jeux sportifs, tout en recevant un soutien moral et éducatif. Au-delà de ces ateliers, ils ont reçu des certificats ainsi que des kits scolaires et les meilleurs de chaque catégorie ont été primés.

Signalons que la réussite de cette édition témoigne l'engagement des organisateurs à promouvoir l'égalité des chances et partager des expériences enrichissantes à tous les enfants, indépendamment de leur situation sociale. Les organisateurs ont profité de l'occasion pour exprimer leur gratitude envers les parents et partenaires qui ont contribué au succès de cette initiative, et envisagent déjà de futurs projets pour continuer à soutenir les enfants.

Fortuné Ibara

VIE ASSOCIATIVE

Sortie officielle de l'Amical des vétérans du lycée de la Révolution

Dénommée « Amical des vétérans du lycée de la Révolution », la mutuelle qui vise à rassembler les anciens élèves de ce lycée a été officiellement lancée le 8 septembre, dans l'enceinte de cet établissement, à Brazzaville, en présence de nombreux cadres politico-administratifs qui y ont été formés et d'une kyrielle d'invités de marque.

L'Amical des vétérans du lycée de la Révolution est une organisation créée par les anciens élèves formés dans cet établissement dans les années 1980, devenus des cadres à divers niveaux de responsabilité au sein de l'administration publique et privée.

L'association vise deux objectifs : rassembler tous les anciens élèves formés dans ce lycée en vue de renforcer le vivre-ensemble parmi eux et contribuer à la construction de ce temple du savoir. Elle est composée d'un bureau de dix membres dirigé par le général de brigade Gervais Akouangué, commandant de la gendarmerie nationale, en tant que président d'honneur. Le poste de président d'honneur adjoint revient à Aimé Ange Wilfrid Bininga, garde des sceaux, ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones. L'administrateur-maire de Ouenzé, Marcel Nganongo, en est le président actif de la mutuelle.



Les membres de l'Amical posant lors de sa sortie officielle. Adiac

L'association est composée aussi d'une commission de suivi et d'évaluation dont le président est Alain Claude Dangouama. Il est secondé par Noel Blaise Ekouéra Mbaye, élu au poste de vice-président. Roger Ngombé, journaliste, occupe le poste de rapporteur de la commission. S'exprimant à cet effet, le président d'honneur de l'Amical, Gervais Akouangué, a indiqué : « Notre orga-

nisation va contribuer à conscientiser la jeunesse en perte de repère aujourd'hui par le partage de l'expérience des anciens accumulés dans cet établissement. C'est dans ce lieu que tous, cadres ici présents et qui occupent des sommités aujourd'hui dans certains secteurs de notre administration, ont pris de l'envol. Il nous revient donc, en tant que vétérans de ce

lycée, d'orienter nos jeunes afin que demain ils soient utiles à la république ».

L'association ouverte à toutes les promotions

Pour sa part, le président actif de l'Amical des vétérans du lycée de la Révolution a souligné que cette association reste ouverte à toute personne ayant fréquenté cet établis-

sement. Une manière pour tous de mettre la main à la pâte pour faire de ce lycée une référence dans le pays.

« En dehors de nous qui sommes de la décennie 1980-1990, nous sommes ouvertes et accueillerons toutes les promotions formées dans cet établissement afin qu'ensemble, nous travaillons tous la main dans la main pour que ce temple du savoir continue de former des Congolais », a confié Marcel Nganongo.

Parmi ses défis, a précisé son président actif, l'Amical va mettre en place, au lycée de la Révolution, le système d'émulations accompagnées de trophées afin de pousser les élèves à beaucoup travailler. De même, l'organisation attribuera des bourses d'études à l'étranger au profit des élèves méritants.

Créé dans les années 1970, le lycée de la Révolution compte actuellement plus de quatre mille élèves.

Firmin Oyé

«WORLD DIASPORA BUSINESS SUMMIT 2024»

Le directeur exécutif de la CCediam anime une conférence de presse

En prélude au lancement de la prochaine édition de la «World diaspora business summit 2024», prévue les 14 et 15 novembre à Paris, Gilbert Ndepe, président exécutif de la Chambre de coopération économique des diasporas monde (CCEDIAM), et son vice-président, El Hadj, ont apporté l'éclairage concernant ce projet auprès de la presse.

Sous la coordination de l'animatrice et journaliste africaine chevronnée Eugénie Diecky, alias Maman Africa, le 6 septembre à Paris onzième, les journalistes ont été conviés pour recevoir l'annonce de la tenue du rendez-vous business de la fin d'année en vue d'être initiés par la CCEDIAM.

Pour Gilbert Ndepe, son ardent désir est de voir l'invitation au Salon économique de fin d'année être relayée par les journalistes présents à cette conférence de presse. Cela permettrait à la diaspora et à ses amis de démontrer aux uns et aux autres, lors de cette rencontre où le Cameroun est pays à l'honneur, la possibilité d'initier des contacts d'affaires, de nouer des partenariats, de découvrir les opportunités d'investissements s'offrant aux diasporas du monde et de renforcer les liens de coopération entre les différentes communautés.



Vue partielle de la conférence de presse du 6 septembre dernier à propos de la World diaspora business summit 2024/Jean-Célestin Edjangué

L'originalité de la «World diaspora business summit 2024» est d'être un événement tournant et ouvert

à tous sans restriction d'appartenance à un pays donné, à un parti politique, moins encore à une religion. Durant les deux jours, en France, les organisateurs mettront plutôt en avant l'économie. « C'est la première fois qu'une organisation fait le choix de sortir exclusivement les diasporas entreprenantes des méandres de l'économie pour leur permettre d'explorer jusqu'au bout leurs spécificités, leurs capacités et leur potentiel », a confié le directeur exécutif.

Marie Alfred Ngoma

FORUM DES ASSOCIATIONS 2024

Le Comité de jumelage Reims-Brazzaville participe à l'événement

Le Comité de jumelage Reims-Brazzaville participe à nouveau au Forum des associations 2024 de Reims, moment convivial pour échanger directement avec le public, le tissu associatif local et les représentants des institutions.



Séquence de la visite du stand du Comité de jumelage Reims-Brazzaville par le maire Arnaud Robinet et son équipe municipale DR

Saisissant le temps de la tenue du Forum des associations au Parc des expositions de Reims, le 7 et le 8 septembre, Julienne Mackonguy, présidente du Comité de jumelage Reims-Brazzaville, et son équipe de bénévoles ont permis aux personnes potentiellement intéressées à la coopération Nord-Sud, de découvrir ou redécouvrir leurs activités lors de la rentrée associative.

Pour cette édition, à partir du stand dédié n°242 - Allée n° 15 - Hall 2 mettant en avant les couleurs du drapeau congolais, les membres du Comité ont tenu à occuper un espace attrayant constituant une véritable vitrine de leur association. C'était une occasion d'exposer les œuvres de leurs ateliers créatifs, de sensibiliser à la vie associative, d'ouvrir la campagne d'adhésions, de recrutement de bénévoles, et une mise en lumière par le biais de la coopération décentralisée entre Reims et Brazzaville.

À propos de cette coopération, le maire de Reims, Arnaud Robinet, et son équipe municipale ont pris le temps de venir visiter le stand du Comité de jumelage Reims-Brazzaville pour marquer leur adhésion au dynamisme et la constance associative.

Rendez-vous est pris pour une prochaine édition d'immersion dans la vie associative en vue de célébrer les valeurs de solidarité, d'engagement et de convivialité.

M.A.N.

La CCEDIAM est une chambre consulaire dans le but de promouvoir les affaires, présidée par Gilbert Ndepe. Le président se définit comme étant un citoyen du monde vivant en France parmi tant d'autres, épris de justice sociale par l'autodétermination et l'entrepreneuriat. Assureur santé de profession au quotidien, marié, père de deux enfants, il porte plusieurs casquettes d'engagements socio-politiques. De surcroît, il exerce la fonction de responsable départemental d'une formation politique dans une circonscription d'un million d'habitants.

Tribune du secrétaire général de l'ONU sur le Sommet de l'avenir

A quelques jours de la tenue du 22 au 23 septembre, à New York, aux Etats-Unis, du Sommet de l'avenir pour décider de la réforme de l'organisation, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, invite « les dirigeants mondiaux à relancer la coopération internationale aujourd'hui et demain ».

« Les négociations à New York sont dans la dernière ligne droite, avant la tenue ce mois-ci du Sommet de l'avenir, au cours duquel les chefs d'État conviendront des réformes à mener en ce qui concerne les piliers de la coopération mondiale.

Si l'Organisation des Nations unies a convoqué ce Sommet unique en son genre, c'est parce qu'il faut voir la réalité en face : les problèmes mondiaux évoluent plus vite que les institutions conçues pour trouver des solutions.

Il n'y a qu'à regarder autour de nous. Les conflits féroces et la violence infligent de terribles souffrances ; les divisions géopolitiques se multiplient ; les inégalités et l'injustice sont partout, minant la confiance, aggravant les griefs et alimentant le populisme et l'extrémisme. Les défis séculaires que sont la pauvreté, la faim, les discriminations, la misogynie et le racisme prennent de nouvelles formes.

Dans le même temps, nous sommes aussi confrontés à de nouvelles menaces existentielles, qu'il s'agisse de l'emballement du chaos climatique et de la dégradation de l'environnement ou des technologies telles que l'Intelligence artificielle, qui se développent dans un vide éthique et juridique.

Le Sommet de l'avenir reconnaît que les solutions à tous ces défis sont entre nos mains. Mais nous avons besoin d'une mise à jour des systèmes que seuls les leaders mondiaux peuvent apporter.

Le processus décisionnel international est figé dans le temps. De nombreuses institutions et outils mondiaux sont le produit des années 1940 – avant la mondialisation, avant la décolonisation, avant que les droits humains universels et le principe de l'égalité des genres aient été consacrés, avant le premier vol humain dans l'espace – sans parler du cyberspace.

Les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale conservent leur prééminence au sein du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, alors que l'ensemble du continent africain ne dispose même pas d'un siège permanent. L'architecture financière mondiale

pèse lourdement sur les pays en développement et ne leur offre aucun filet de sécurité lorsqu'ils rencontrent des difficultés, les laissant couler sous les dettes, qu'ils sont contraints de rembourser au lieu de pouvoir investir pour leur population.

En outre, les institutions mondiales n'offrent que peu de place à de nombreux acteurs majeurs du monde actuel, qu'il s'agisse de la société civile ou du secteur privé. Les jeunes, qui hériteront de l'avenir, sont presque invisibles, tandis que les intérêts des générations futures ne sont pas représentés.

Le message est clair : il est impossible de bâtir un avenir digne de nos petits-enfants dans le carcan d'un système construit pour nos grands-parents. Le Sommet de l'avenir sera l'occasion de relancer la collaboration multilatérale pour l'adapter au XXI^e siècle.

Entre autres solutions, nous avons proposé un Nouvel Agenda pour la paix, axé sur la modernisation des institutions internationales et des outils de prévention et de règlement des conflits, y compris le Conseil de sécurité des Nations unies. Le Nouvel Agenda pour la paix appelle à redoubler d'efforts pour débarrasser notre monde des armes nucléaires et autres armes de destruction massive, et à l'élargissement de la définition du concept de sécurité pour englober les violences de genre et la violence des gangs. Il tient aussi compte des menaces qui pèseront sur la sécurité à l'avenir, compte tenu de l'évolution des conflits et des risques que pourrait poser la militarisation des nouvelles technologies. Nous devons par exemple conclure un accord mondial pour interdire les armes autonomes létales, qui peuvent décider de la vie ou de la mort d'autrui sans intervention humaine.

Les institutions financières mondiales doivent refléter le monde d'aujourd'hui et être dotées des moyens nécessaires pour mieux répondre aux défis contemporains : dette, développement durable, action climatique. Il faut donc prendre des mesures concrètes pour lutter contre le surendette-



ment, accroître les capacités de prêt des banques multilatérales de développement et modifier leur modèle économique afin que les pays en développement aient un accès beaucoup plus large aux financements privés à des taux abordables.

Sans ces financements, les pays en développement ne seront pas en mesure de répondre à la plus grande des menaces : la crise climatique. Ils ont besoin de ressources de toute urgence pour passer des combustibles fossiles, qui détruisent la planète, à des énergies propres et renouvelables.

Et comme les leaders mondiaux l'ont souligné l'année dernière, la réforme de l'architecture financière mondiale est également essentielle afin d'accélérer les progrès vers les Objectifs de développement durable dont notre monde a désespérément besoin.

Le Sommet se penchera également sur les nouvelles technologies ayant un impact mondial, en cherchant des moyens de réduire la fracture numérique et d'établir des principes communs pour un avenir numérique ouvert, libre et sûr pour tout le monde.

L'Intelligence artificielle est une technologie révolutionnaire dont nous commençons à peine à entrevoir les applications et les risques. Nous avons présenté des propositions spécifiques pour que les gouvernements, les entreprises technologiques, les universités et la société civile travaillent sur des

cadres de gestion des risques liés à l'IA, sur le suivi et l'atténuation de ses effets néfastes, ainsi que sur le partage de ses bénéfices. La gouvernance de l'IA ne peut être laissée aux riches ; tous les pays doivent y participer et l'Organisation des Nations unies est prête à rassembler tout le monde.

Les droits humains et l'égalité des genres représentent le fil conducteur de toutes ces propositions. Le processus décisionnel mondial ne peut être réformé que dans le respect de l'ensemble des droits humains et de la diversité culturelle, en garantissant la pleine participation et le leadership des femmes et des filles. Nous demandons de nouveaux efforts pour supprimer les barrières historiques – juridiques, sociales et économiques – qui excluent les femmes du pouvoir.

Les artisans de la paix des années 1940 ont créé des institutions qui ont permis d'empêcher l'éclatement d'une troisième guerre mondiale et ont accompagné de nombreux pays de la colonisation à l'indépendance. Mais ils ne reconnaîtraient pas le paysage mondial d'aujourd'hui.

Le Sommet de l'avenir est l'occasion de mettre en place des institutions et des outils de coopération mondiale plus efficaces et plus inclusifs, qui soient adaptés au XXI^e siècle et à notre monde multipolaire.

J'invite les dirigeants à saisir cette chance ».

Antonio Guterres

Notes de reportage. En Chine...

S'il est une vertu que la République populaire de Chine, deuxième économie mondiale, garde en estime, c'est bien le travail. Ses atouts sautent aux yeux. Reportage dans les villes de Chengdu, Lishan, Meshan, Kunming et Shanghai.

Un gadget offert des mois auparavant par un confrère français de passage à Brazzaville porte l'estampille de son média, et celle du pays de fabrication : made in China. Anodin en apparence, le dit accessoire fera l'objet d'une certaine curiosité. Pendant le

le volumineux trafic inter-provinces, des gratte-ciels à perte de vue, et que voit-on encore ? Des jardins fleuris enlaçant les Grand-Place, des avenues et immeubles neufs, enfin tous les agréments, toutes les commodités qui font de la vie une aventure passion-

diaux, avec du « made in China » toujours en expansion. Les conflits commerciaux latents ou ouverts qui opposent les grandes économies du moment, en particulier la Chine et les Etats-Unis d'Amérique, sont aussi la preuve que le géant asiatique, sans être seul maître à bord sur cette vaste région du monde en perpétuel développement, n'arrête pas de progresser. Et ce n'est pas seulement sur le plan économique ou commercial.

Le 28 août à Chengdu, dans la province du Sichuan (Centre-Sud), s'est tenu un forum regroupant les médias de plusieurs pays pour débattre de la coopération. L'objectif en était de faire entendre une voix alternative dans le traitement de l'actualité des grands sujets mondiaux. Même si la tribune ne s'est pas dressée contre un ennemi désigné, les communications entendues au cours de ce rendez-vous proposaient que, de quelque pays qu'ils soient et devant les incertitudes de l'heure dans les relations internationales, les médias se professionnalisent davantage en restant plus proches des faits, en travaillant à l'avènement d'un environnement apaisé.

D'autant plus qu'ils jouent un rôle déterminant au regard de la place que leur confèrent les instruments mis à leur disposition pour toucher la société humaine : radio, télévision, journaux, internet, etc. Cette rencontre organisée



A la base d'entraînement sportif de Kunming/Adiac

Le temps des deux événements, des centaines d'invités venus de partout ont foulé le sol chinois, échangé et touché du doigt les réalités du pays. L'une d'elles est que, dans sa coopération avec l'Afrique, sous réserve de quelques dysfonctionnements inhérents aux relations bilatérales entre Etats, des actes concrets ont été posés en matière d'infrastructures de base, de formation et d'assistance. En l'occurrence, la 9e édition du Focac a eu pour point d'orgue l'annonce par Beijing de l'octroi à l'Afrique de 45 milliards d'euros destinés à renforcer les échanges dans les domaines des infrastructures et du commerce.

Il est donc aussi question de business et les nombreuses sociétés chinoises présentes sur le continent imposent que les gouvernements africains mesurent la pertinence des partenariats établis, de façon à en tirer les profits pour leurs peuples. Il s'agit de tout temps, avec les investisseurs étrangers d'où ils viennent, de considérer le lien entre la quête du développement et la préservation de la souveraineté.

Repères séculaires

L'on pourrait croire, au regard de ces presque contes de fée sur le « miracle » chinois et la place grandissante de la Chine sur la scène mondiale, que le pays a renié son passé ou l'a échangé contre les irrésistibles attraits du présent. Eh bien, non ! Avec son milliard et demi d'âmes, la Chine reste fidèle à son histoire, à sa culture millénaire et en récite des pans à ses visiteurs quand l'occasion se présente.

Des musées d'art, de lettres et de peinture aux cavernes des penseurs des siècles lointains, des temples bouddhistes aux rites des ethnies multiples, entre repas souvent ritualisés, guides enthousiastes et interprètes appliqués, globalement jeunes, vous tiennent en haleine des heures entières. Et c'est tout aussi vrai que le nom de cette graminée lui va bien : le bambou de Chine. Des ouvriers et leurs maîtres vous en

font voir de toutes les fibres au musée qui lui est dédié : meubles de qualité, bijoux, sac à main, chaussures, papier hygiénique, le bambou est tout aussi riche que l'Okoumé de la forêt équatoriale.

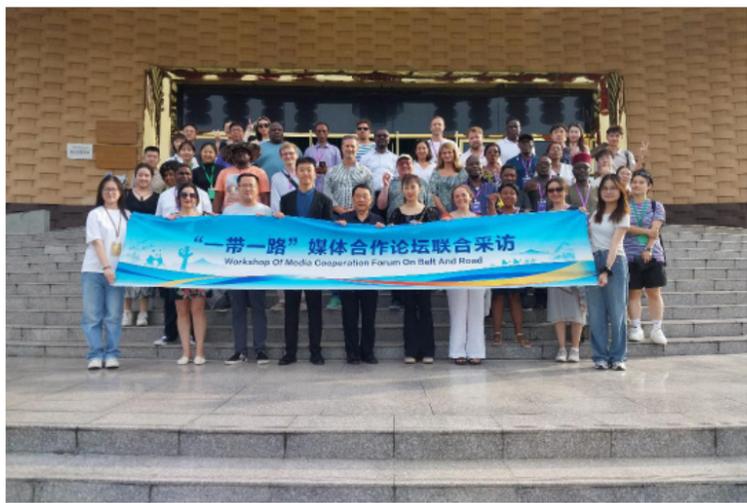
Santé et sport

Un détour par la base d'entraînement sportif de Kunming Haigeng, dans la province de Yunnan (Sud), vous surprend en admiration devant des jeunes enfants, filles comme garçons, initiés pendant leurs vacances scolaires par des grands-maîtres à la pratique des arts martiaux dont la Chine a le secret. Par ailleurs, les installations olympiques haut de gamme expliquent sans doute les performances des athlètes chinois dans toutes les compétitions internationales. Mais le pays est aussi fier de ses réserves de Pandas, ce mammifère estimé et célébré en lien avec les engagements environnementaux de Beijing. Le Sichuan en abrite l'une des plus importantes visitée par de nombreux touristes et des personnalités étrangères de premier rang qu'une exposition photos immortalise si bien.

Quand cet ensemble se marie harmonieusement avec la recherche et le développement dans les secteurs porteurs de l'agro-industrie, de l'architecture, des ponts et chaussées, de l'horticulture, des transports ferroviaire, automobile et aérien, de l'intelligence artificielle, de la téléphonie mobile et du numérique, il y a lieu de tirer un enseignement qui n'est pas de la flagornerie : quand il se lève et se couche en Chine, le soleil apporte chaque jour quelque chose de nouveau à ce pays à la mémoire immense, qui sait d'où il vient, avec un peuple toujours au travail.

Même si en bientôt 75 ans de la fondation de la République populaire de Chine, le 1er octobre 1949, tous les problèmes sont loin d'être résolus, même s'il arrive que la connexion internet vous joue des tours quand vous n'avez pas pris les précautions nécessaires, nul ne peut arrêter un peuple converti au travail.

Gankama N'Siah



La photo de famille au terme de la visite au musée du bambou/Adiac

contrôle des passagers à l'aéroport de Shanghai où nous devons prendre un vol retour au terme d'un long séjour de presse dans plusieurs villes chinoises, le power bank placé dans notre bagage en main est détecté. Le bagage sera à nouveau « checké » par le détecteur de sécurité pourtant les opérateurs ne l'ouvrent pas.

Alors que les formalités sont terminées et que nous avons rejoint la salle d'attente à une bonne distance du lieu des portiques de contrôle, un agent de l'immigration nous y retrouve, à notre grande surprise. Courtois mais résolu, il demande si le fameux instrument est toujours dans notre sac, le palpe et finit par le prendre en photo sur son téléphone. Puis nous remercie de notre compréhension, sans doute de notre « collaboration ». Que ce serait-il passé si la batterie en question n'était pas de fabrication locale ? Nous l'aurait-il simplement confisquée ?

Cette expérience témoigne de ce que les contrôles aux frontières, dans les aéroports comme dans n'importe quel point de passage, sont pour tous les pays un enjeu de taille au regard des défis auxquels le monde fait face aujourd'hui. Ces défis sont d'ordre économique, politique, stratégique, diplomatique, climatique mais aussi sécuritaire. La Chine ne fait pas exception. Peut-être n'est-il pas encore parvenu à résoudre tous les problèmes existentiels de ses citoyens, pour autant l'Empire du milieu reste un pays d'innovations et de grandes réalisations.

Modernité

Des autoroutes à échangeurs vertigineux, des ponts suspendus, des routes « intelligentes » pour

nante à vivre absolument sont le signe indéniable de l'ouverture de la Chine à la modernité. Une bataille de plusieurs décennies que rien ne semble arrêter.

Et le pays de Mao Zedong qu'une réussite économique a ajouté au galon diplomatique respire à pleins poumons cette ambition de toujours aller de l'avant, de pousser encore plus loin l'audace de bâtir sans relâche, parfois au-delà du concevable, grâce à l'inventivité de ses experts en tous domaines, et à la conversion de son



Des touristes autour d'un temple du Bouddha/Adiac

peuple au travail. Beijing pense à juste titre ne pas avoir suffisamment donné à sa population en dépit des avancées considérables sur le chemin du progrès. Qui se traduisent, entre autres, par un taux de croissance de 5% depuis quatre ans en dépit de l'effet covid-19 sur l'économie mondiale, ce après les chiffres records des dernières décennies.

Compétitivité

L'exemple du power bank rappelé plus haut est bien une anecdote, mais il renseigne sur le poids du pays dans les échanges mon-

à quelques jours de l'ouverture à Beijing, capitale du pays, du forum sur la coopération Chine-Afrique (Focac) en présence des dirigeants des deux parties n'a pas manqué de suggérer aussi une volonté de communication destinée à polir davantage l'image d'une Chine communiste qu'une certaine opinion, sous d'autres cieux, accuse de restreindre les libertés publiques. Evidemment que les autorités chinoises, attachées à la stabilité de leurs institutions, savent à peu près où se trouvent les intérêts de leurs compatriotes.

AUDIOVISUELS

La coopération sino-africaine se renforce

La 9^e édition du Forum sur la coopération Chine-Afrique (Focac) qui s'est tenue du 4 au 6 septembre à Beijing a donné lieu à de nouvelles perspectives entre les deux parties, au nombre desquelles la promotion des médias et du cinéma, l'acquisition d'équipements de pointe pour l'Afrique, la formation ainsi que les échanges mutuels.

À l'occasion du Focac 2024, un plan d'action traçant l'avenir des relations Chine-Afrique pour le prochain mandat a été adopté. Il en ressort, entre autres, la volonté des deux parties à renforcer l'échange d'informations et la production conjointe de programmes entre les médias chinois et africains. Aussi, organiser des activités telles que des expositions de programmes chinois et des salons du cinéma sino-africains, ainsi que des visites mutuelles entre les professionnels de l'information, de la radio, de la télévision et du cinéma.

Cette coopération sino-africaine dans le secteur des médias et particulièrement du 7^e art marque un nouveau départ dans les relations entre les deux parties sachant qu'il n'y a jamais eu de festivals cinématographiques réunissant uniquement la Chine et l'Afrique. D'autant plus que la culture contribue à rassembler les peuples, cette initiative s'inscrit dans un élan de brassage, de découverte et de partage mutuel entre les différents peuples concernés.

Par ailleurs, les deux parties ont indiqué qu'ils mettront un accent particulier sur les échanges et la coopération dans le domaine du cinéma, notamment en organi-

sant des ateliers pour les jeunes professionnels de l'industrie cinématographique africaine, en se soutenant mutuellement dans l'organisation de festivals internationaux de films et en introduisant davantage de films chinois et africains sur le marché l'un de l'autre.

Presse et média

Pour la Chine et l'Afrique, la coopération dans le domaine de la presse et des médias est un élément important de l'amitié et de la coopération sino-africaines, et qu'elle revêt une grande importance pour promouvoir la compréhension mutuelle entre les peuples chinois et africain. Dans ce contexte, elles souhaitent renforcer davantage les échanges et le dialogue, ainsi qu'approfondir la coopération dans les domaines de la presse et de la communication. L'objectif étant de mieux raconter l'histoire de l'amitié sino-africaine et de mettre en valeur les résultats fructueux de cette coopération.

Fort de sa technologie avancée et de son expertise, la Chine a promis faciliter le développement de l'industrie audiovisuelle des deux parties par des moyens tels que des échanges de programmes, la production conjointe, la coopé-



Un journaliste posant une question lors d'une des conférences de presse à l'occasion du Focac 2024DR

ration technique, des visites mutuelles et la formation du personnel. « La Chine soutiendra la construction du Centre des médias convergents d'Afrique et travaillera avec la partie africaine pour ouvrir des chaînes pour enfants et réaliser une production conjointe de films et de programmes télévisés. Elle soutiendra également la partie africaine dans la modernisation de ses installations audiovisuelles, la formation du personnel des médias et

la préservation des archives audiovisuelles historiques de l'Afrique », renseigne le plan d'Action du Focac 2024.

Dans le même élan, l'empire du milieu entend construire dans les prochaines années des plateformes de communication médiatique et d'échanges culturels en Afrique afin de stimuler le développement intégré des médias africains. Il continuera à mettre en œuvre le programme du Centre de presse Chine-Afrique et d'organiser des ateliers et des

programmes de formation pour le personnel des médias africains. Notons que durant ces assises, la Chine a salué l'adhésion des médias africains au réseau d'information « la Ceinture et la Route ». Par ailleurs, elle entend mettre à disposition un fonds pour soutenir la coopération entre les influenceurs chinois et africains du numérique, afin de les sensibiliser et les inciter à produire davantage des contenus de qualité et à la fois instructifs.

Merveille Jessica Atipo

FORMATION

Des journalistes africains actualisent leurs connaissances en Egypte

Seize journalistes issus de dix pays d'Afrique ont récemment participé au Caire en Egypte à une formation, la 59^e du genre. Les échanges ont porté sur l'avenir du continent puisque le thème était « L'énergie en Afrique : enjeux et défis 2024 ». Les participants ont également fait une analyse approfondie des défis énergétiques actuels du continent.

Plusieurs sous-thèmes ont été développés au cours des assises. Ahmed Haggag, par exemple, a présenté un exposé sur le paradoxe énergétique de l'Afrique. Selon lui, malgré une abondance de ressources telles que l'énergie solaire, plus de 8 millions de personnes restent privées d'électricité. Cette situation met en lumière l'incapacité du continent à exploiter pleinement ses ressources pour améliorer les conditions de vie de ses citoyens. Il a aussi expliqué les injustices économiques auxquelles sont confrontés les producteurs africains, notamment dans le secteur du cacao. « La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, obtient des prix de marché trop bas pour ses produits. Cette réalité illustre les déséquilibres de la chaîne d'approvisionnement internationale qui défavorisent les producteurs africains malgré leurs res-



Les participants/Adiac

sources naturelles abondantes », a indiqué Ahmed Haggag.

Ahmed Embabi, pour sa part, a présenté et expliqué le sous-thème sur la « Concurrence internationale : stratégies pour une autonomie renforcée ».

Parmi les autres sous-thèmes de cette session figuraient « L'utilisation de l'intelligence artificielle sur les cellulaires et son impact sur le mobile journalisme «Mojo» ». L'édition de cette année se distingue des précédentes par sa richesse

thématique et sa pertinence pour les journalistes africains. Présent à cette formation, Orsili Manguida, journaliste et manager général de la chaîne de télévision en ligne « Estrelamedia », membre de la Fédération syndicale des profes-

sionnels de l'information et de la communication du Congo, a souligné l'importance de ces discussions pour l'avenir du journalisme en Afrique. « Cette session marque un pas significatif vers une meilleure compréhension et une gestion des défis énergétiques et économiques de notre continent », a-t-il indiqué.

Durant cette formation, les gouvernements africains ont été appelés à renforcer leur coopération et à adopter une approche unifiée pour améliorer les conditions économiques du continent. D'où la nécessité d'industrialiser les produits agricoles comme le cacao et le café pour maximiser les bénéfices locaux ainsi que la rationalisation de la consommation énergétique que les participants ont qualifiée de cruciale pour renforcer l'autonomie énergétique de l'Afrique.

Rude Ngoma

ESPACE KASAÏ

Raïssa Malu achève sa tournée d'inspection à Kananga

Après Tshikapa au Kasai, Mbuji-Mayi au Kasai oriental, la ministre d'État, ministre de l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté a achevé, le 4 septembre, à Kananga, au Kasai central, sa tournée de lancement de l'année scolaire et d'inspection des établissements dans l'espace Kasai.

L'avion transportant la ministre d'État, Raïssa Malu, et sa délégation, a atterri à l'aéroport de Kananga, le 4 septembre à 10h (heure locale), en provenance de Mbuji-Mayi, au Kasai oriental, deuxième étape de sa tournée effectuée dans le cadre du lancement de l'année scolaire 2024-2025 et d'inspection des écoles et de l'administration du sous-secteur dans l'espace Kasai. Cette tournée a débuté à Tshikapa, dans la province du Kasai.

Au sortir de la carlingue à l'aéroport du chef-lieu du Kasai central, dernière étape de cette visite de travail, Raïssa Malu a été accueillie par le vice-gouverneur Jacob Luyindama, accompagné d'autres autorités provinciales et des cadres provinciaux de l'Éducation nationale. Ce dernier a conduit la ministre d'État auprès du gouverneur Joseph Moïse Kambulu du Kasai central pour un entretien d'usage.

La ministre d'État a ensuite visité le site de l'Athénée royale de Kananga dont les travaux de réhabilitation et de construction de certains bâtiments sont exécutés à 95%. Cet établissement scolaire avait été construit de 1952 à



La ministre d'État, Raïssa Malu, à l'aéroport de Kananga/DR

1954 à l'époque de la colonisation belge. Depuis, les bâtiments sont tombés en décrépitude, jusqu'au début des travaux de réhabilitation en 2023, par le Projet d'édu-

cation pour la qualité et la pertinence des enseignements aux niveaux secondaire et supérieur, financé par la Banque mondiale, sous la coordination du chef du

projet Ikwa.

La ministre d'État a recommandé aux chefs des chantiers d'accélérer les travaux afin que l'école accueille rapidement les élèves,

avec naturellement un léger retard par rapport à la rentrée scolaire, effective depuis le 2 septembre. L'autorité nationale de l'Éducation a également visité les installations de la Radiotélévision de l'éducation nationale à Kananga. Raïssa Malu s'est, par la suite, rendue au lycée Buena Muntu, accueillie chaleureusement par des chants des écolières. Cet établissement scolaire conventionné catholique des sœurs religieuses de la congrégation de la Charité de Jésus et Marie porte encore les stigmates d'un incendie qui y avait sévi en fin avril dernier, le toit d'un bâtiment avait pris feu et certaines salles de classe ne sont pas en état de recevoir les élèves jusqu'aujourd'hui.

Raïssa Malu a fait le constat de cette situation, avant de se diriger ensuite à l'Institut supérieur pédagogique de Kananga où elle s'est entretenue avec les autorités académiques. Femme de terrain, elle a bouclé sa tournée d'inspection des écoles et du fonctionnement du sous-secteur de l'Éducation dans l'espace Kasai, le 4 septembre, par l'école primaire Lama Bantu, dans la commune de Katoka, à Kananga.

Martin Engimo

FORUM CHINE-AFRIQUE

La RDC renforce sa coopération militaire avec la Chine

L'une des retombées positives de la participation de la RDC au 9e Forum sur la coopération Chine-Afrique, qui s'est tenu du 4 au 6 septembre à Beijing, est, sans nul doute, la conclusion de l'accord de coopération militaire sino-congolais. C'est le vice-Premier ministre et ministre de la Défense, Guy Kabombo Muadiamvita, qui a posé sa signature au bas du document consacrant ce partenariat censé booster la capacité opérationnelle des Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc).

Ledit accord porte sur plusieurs axes de coopération, notamment la formation militaire, l'échange d'expériences et la fourniture d'équipements militaires. Confrontées à des défis sécuritaires majeurs, en particulier dans la région des Grands Lacs, les Fardc sont astreintes à faire parler leur puissance de feu au regard de l'assistance qu'entend leur apporter la Chine en termes de modernisation de leur arsenal militaire.

En effet, le pays de Xi Jinping veut faire bénéficier aux soldats congolais de son expertise dans diverses stratégies de défense et ce, dans le cadre de la formation et des échanges d'expériences. Les questions liées à la technologie de pointe en matière de défense et sécurité occuperont une place de choix au cours de cette formation. Rappelons que lors de la cérémonie d'ouverture du Forum, le président Félix Tshisekedi avait exprimé sa gratitude pour le soutien continu de la Chine, en particulier au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, pour garantir la souveraineté et la stabilité de la RDC. Le président congolais avait également discuté avec son homologue chinois Xi Jinping des enjeux de coopération bilatérale, notamment dans les secteurs commercial et diplomatique.

Sylvain Andema

PRODUCTION DE LA CARTE NATIONALE D'IDENTITÉ

Le contrat de fourniture annulé

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a résilié, depuis le 12 août, le contrat de production de la carte nationale d'identité.

Des sources proches du dossier expliquent que la décision est motivée par des allégations d'irrégularités financières. Le projet a été annulé à la suite d'une réunion entre des représentants du gouvernement et ceux des entreprises concernées, dont la Société française de biométrie Idemia et l'intermédiaire Afritech. Cette information communiquée par le directeur général de l'Office national d'identification de la population (Onip), Richard Ilunga, cité dans la presse, est confirmée par des sources concordantes,

notamment la société Idemia. Cette dernière, qui fait partie des leaders du secteur, a évoqué une issue souhaitée, «étant donné que le consortium n'existait pas».

Il est, en effet, rappelé qu'au mois de mars dernier, une mission de supervision des opérations financières de l'Inspection générale des finances (IGF) avait été dépêchée à l'Onip qui avait la charge de contrôler les fonds alloués par le Trésor public aux deux comptes de l'Onip domiciliés à la Sofibanque. La mission

avait été motivée par des allégations de pratiques douteuses concernant cet établissement public. Dans ses conclusions, l'IGF avait révélé «des irrégularités» liées au contrat de 697 millions de dollars américains, dont 104 millions provenaient de l'État congolais (20 millions déjà disponibles) et 193 millions devaient être apportés par Afritech et Idemia. Ce contrat de production et de fourniture des cartes d'identité pour les Congolais était de 1,2 milliard de dollars américains.

Lucien Dianzenza

VILLE DE KINSHASA

Un moratoire de 15 jours accordé pour libérer les emprises publiques

Le gouvernement provincial, qui s'attend à lancer l'opération de salubrité «Kin ezo bonga», menace les contrevenants de s'exposer à la rigueur de la loi.

Dans le cadre de l'opération coup de poing «Kin ezo bonga», qui sera lancée dans les tout prochains jours dans la capitale congolaise, le ministère provincial chargé de l'Environnement, Propreté publique et Embellissement de la ville rappelle l'interdiction d'occuper les avenues et les emprises publiques pour no-

tamment l'entreposage des containers et kiosques, l'abandon des épaves des véhicules automobiles et engins ou d'ériger des étalages, des garages, des terrasses, des vérandas et des marchés.

L'autorité urbaine, qui menace déjà les contrevenants de subir la rigueur de la loi, a accordé un délai de quinze

jours à la population pour conformer à ces dispositions. Le ministère provincial note, dans le communiqué signé par le ministre Léon Mulumba Muana Nshiya, portant la date du 8 septembre mais qui se trouve déjà publié depuis le 6, que cette décision de l'autorité urbaine est motivée par l'édit 003/2013 du 09 septembre 2013 relatif à l'assainissement et à la protection de l'environnement de la ville-province de Kinshasa.

L.D.

EPIDÉMIE DE MPOX

La RDC lance bientôt la campagne de vaccination

Après la réception récemment à l'aéroport de N'Djili, à Kinshasa, du premier lot de 100 000 doses de vaccin contre le monkeypox ou la variole de singe par le ministre de la Santé, Hygiène et Prévoyance sociale, Dr Roger Kamba, l'heure est à la planification pour organiser la campagne de vaccination contre cette maladie dans les provinces affectées.

La République démocratique du Congo (RDC) recevra au total 200 000 doses de vaccins car le second lot de 100 000 est attendu dans les tout prochains jours. À en croire le ministre Roger Kamba qui a fait le déplacement de l'aéroport international de N'Djili, l'Union européenne a été pour beaucoup dans la livraison de ce premier lot. « Nous remercions beaucoup l'Union européenne qui nous amène ce premier lot qui vient des contribuables européens, des stocks européens et qui permet que nous ayons déjà la capacité de contenir ce virus. Donc ma première réaction à chaud, c'est la joie et la satisfaction de la coopération que nous avons avec l'Union européenne », a-t-il déclaré.

Il a ajouté que l'heure est maintenant à la micro planification avant d'envisager toute répartition. « Maintenant que nous avons le vaccin, nous connaissons les provinces qui sont fortement touchées, notamment l'Équateur, le Sud-Kivu mais il y en a un peu partout, le Sankuru.

Cependant, l'idée est de contenir le virus le plus rapidement possible », a renchéri le ministre. Selon le patron de la santé, il est possible que le pays arrive à 580 000 doses de vaccins avec l'appui de l'Union européenne. « L'épidémie est en train de toucher le monde, et donc, avoir le vaccin c'est vraiment une priorité pour nous avant que les autres commencent à se disputer le même vaccin », a conclu Roger Kamba.

Il sied de noter qu'une seconde livraison d'environ 100 000 vaccins est attendue dans les prochains jours. Ces vaccins font partie des 215 000 doses vaccinales MVA-BN® que l'Autorité de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (Hera) de la Commission européenne a acquises et s'est engagée à partager avec les pays touchés en Afrique en réponse immédiate à l'épidémie de mpx. Par l'intermédiaire de l'Équipe Europe, 351 500 doses supplémentaires provenant de la France, d'Allemagne, d'Espagne, de Malte, du Portugal, du



L'arrivée du premier lot du vaccin contre le mpx/DR

Luxembourg, de Croatie, d'Autriche, de Pologne et, éventuellement, d'autres États membres, seront données à Africa CDC afin qu'elles soient distribuées aux pays touchés. Cela porte le nombre total de doses de vaccin données par l'Équipe Europe à au moins 566 500, dont les 215 000

doses susmentionnées qui ont été données par Hera en coopération avec l'entreprise pharmaceutique Bavarian Nordic. Selon l'Organisation mondiale de la santé, sur les treize pays du continent africain où l'épidémie est active, la RDC représente à elle seule plus de 90 % des 5 000 cas confirmés

de variole de singe dans la région avec plus de 600 décès. Elle est donc classée comme l'épicentre de la maladie en Afrique. D'où l'intérêt du pays à mettre en place une riposte efficace et coordonnée pour étouffer dans l'oeuf la propagation de cette maladie.

Blandine Lusimana

PRISON CENTRALE DE MAKALA

Les familles invitées à identifier les corps de leurs proches décédés

Pour le ministère de la Justice, l'incendie et le saccage du grief met en difficulté l'identification des corps des personnes décédées et se trouvant dans les différentes morgues de Kinshasa.

Dans un communiqué du 6 septembre, le ministère de la Justice et Garde des sceaux fait savoir que le greffe de la prison centrale de Makala a été incendié et saccagé lors de la tentative d'évasion du 1er septembre. Cette situation, selon ce ministère, rend difficile l'indifférenciation de certains corps des prisonniers décédés lors de cet événement. Ce ministère appelle, à cet effet, les familles et les personnes qui n'auraient pas des nouvelles des proches qui étaient incarcérés à la prison centrale de Makala, de se rendre, à des fins d'identification, à certaines morgues de la ville. Il s'agit notamment de la morgue centrale de Kinshasa, de la morgue du camp Kokolo, de celles du camp Tshatshi et du sanatorium de Selembao.

Tous ceux qui reconnaîtront des proches seront priés de fournir certains éléments afin de justifier leur statut de représentant légal. Il s'agit du nom, prénom, état civil de la victime ainsi que du nom, prénom, état civil, adresse et le numéro de téléphone de la personne qui sollicite le statut du représentant légal. Il s'agira aussi, selon le ministère de la Justice, de tous moyens



justifiant les liens de filiation, de parenté ou d'amitié (en cas d'absence de famille) : pièces d'identité, documents d'état civil, des courriers, des photos, des mails, des vidéos, des preuves de transfert d'argent, des témoins, ou des éléments susceptibles de permettre l'identification et la localisation des familles des victimes.

Des contacts téléphoniques sont également mis à la disposition du public pour toutes fins utiles. Il s'agit des numéros 084 434 7177, 082 722 4958, 098 412 4345 et 090 167 8945. Il est rappelé que le bilan officiel de ces événements liés à une tentative d'évasion dans ce centre pénitentiaire et de rééducation de la capitale dans la nuit du 1er au 2 septembre 2024, est de 129 morts dont 24 par balles. En plus de ce bilan, 59 autres personnes ont été blessées et sont actuellement soignées. Les autorités

fustigent aussi le viol de certaines femmes par leurs pairs prisonniers. Dans leur mouvement, ces prisonniers auraient incendié les «bâtiments administratifs, le greffe, l'infirmerie et les dépôts de vivres». Selon le gouvernement congolais, la cause du décès de la majorité de ces prisonniers est l'étranglement occasionné par la bousculade lors de cette tentative d'évasion. Actuellement, il se tient un procès en flagrance pour les suspects dans cette tentative d'évasion et les actes liés à cet événement dont le viol des femmes; alors que le directeur de la prison a été suspendu par le ministre chargé de la Justice et est recherché par les services. Depuis quelque temps, il y a des déclarations lui attribuées qui circulent sur les réseaux sociaux mettant en cause sa «hiérarchie» dans ces événements.

Lucien Dianzenza

MUSIQUE

Koffi toujours nostalgique de son passé radieux avec Fally

Un audio de Koffi Olomide fait actuellement sensation sur les réseaux sociaux. Le Grand Mopao se livre de tout son cœur en évoquant ses relations tendues actuelles avec Fally Ipupa, son ancien collaborateur aujourd'hui devenu patron de groupe.

C'est un Koffi assez écoeuré qui parle dans cet extrait partagé à profusion sur Internet, exprimant au passage ses regrets devant une situation qu'il met sur le compte des flatteurs et autres racleurs qui entourent Fally Ipupa. Il n'hésite pas de tancer ces adulateurs qui ont tendance à apprivoiser le chanteur alors qu'ils l'ont combattu au début de sa carrière. Pour Koffi, Fally doit faire très attention à son entourage qui, s'il n'y prend garde, risque de le conduire dans l'abîme.

Sans gants ni détours, le roi du Tshatsho qualifie son employé de Premier battant de Quartier latin, le traitant carrément d'ancien proche collaborateur, ou mieux de confident. «Et cela n'a pas changé», s'est-il empressé d'ajouter. Sur la même lancée, le Vieux Dobolo King présente son ancien protégé comme le porte-étendard de la nouvelle génération musicale et se dit être fier de son ascension musicale. Par conséquent, il l'invite à l'apaisement, espérant le voir revenir aux bons sentiments. Ressassant un passé toujours vivace soutenu par une complicité entretenue à l'époque avec son employé de luxe, Koffi brandit «Effervescent» comme la preuve du profond ressentiment qu'il avait pour Fally au point de faire des jaloux. Cette chanson-culte qui avait porté au pinacle El Mara alors habillé en tenue identique avec son mentor, était l'expression de l'entente parfaite qui existait entre eux. Il n'y avait pas meilleure expression d'amour que cette séquence subliminale qui fit dédire de nombreux détracteurs. Plus loin, Koffi exhorte son ancien collaborateur d'interférer dans le travail de ses communicateurs afin qu'ils mettent balle à terre et arrêtent de tirer sur sa personne.

«Il n'y a pas de king sans papa. Il n'y a pas de roi sans maman», tels ont été les derniers mots de Koffi adressés à son ancien sociétaire. Une demande de cessez-le-feu de la part de celui qui se considère déjà comme hors-série, c'est-à-dire au dessus de la mêlée. Cependant, plusieurs fans de Quadra Kora mettent en doute l'authenticité de cet audio qui, selon eux, date de plusieurs années. C'est pour le besoin de la cause qu'il aurait été remis à l'air du temps par des esprits malveillants, juste pour attiser un peu plus la polémique. Affaire à suivre.

Sylvain Andema

FESTIVAL INTERNATIONAL FEUX DE BRAZZA

La 7^e édition ouverte à Mfilou

La septième édition du festival populaire et international des musiques traditionnelles Feux de Brazza a été ouverte, le 7 septembre, à l'esplanade de la mairie de Mfilou, le septième arrondissement de Brazzaville, par la ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault.

Placée sur le thème « Musiques traditionnelles africaines, sources de créativité et vecteurs de l'intégration continentale », la septième édition de Feux de Brazza est un événement de haute portée culturelle. Des milliers des amoureux de la musique et de la culture africaines venus de plusieurs horizons ont marqué de leur présence ce grand rendez-vous qui sublime la musique traditionnelle. En effet, après l'organisation réussie de la sixième édition de ce festival africain et international, la septième édition se tient au moment où Brazzaville et Kinshasa, deux capitales les plus proches au monde, ont été conjointement désignées capitales africaines de la culture 2024-2025 par le CGLUA. C'est ce qui justifie aussi la présence de la ministre de la Culture et des Arts de la République démocratique du Congo à cette cérémonie d'ouverture.

Dans son allocution de circonstance, le directeur administratif et financier de ce festival, René Bobala, a souligné les missions qui sont assignées à ce festival. Feux de Brazza est un moment de déploiement des capacités de création et de réjouissance artistique. Il est en même temps un cadre d'un appel solennel à la présentation et à la promotion d'une culture africaine dynamique, toujours actuelle; une culture dense et qui se renouvelle



Lors de la cérémonie d'ouverture de la 7^e édition du festival Feux de Brazza/Adiac

sans cesse ; une culture inscrite dans une histoire des peuples qui demeure et qui interpelle tous pour la défense du patrimoine, a-t-il poursuivi.

L'administratrice maire de l'arrondissement 7, Mfilou, Bibiane Itoua, dans son mot de bienvenue, a mis un accent particulier sur la valeur de ce festival. Pour elle, l'importance de la musique et de la danse traditionnelle, de l'art et de la culture africaine n'est plus à démontrer. Le festival Feux de Brazza est l'une des réponses qui justifient l'engagement des autorités municipales en faveur du développement de la culture continentale ; un engagement qui est aujourd'hui reconnu en Afrique et ailleurs. C'est donc tout naturellement que la ville de Brazzaville a décidé de parrainer la septième édition de cette messe

culturelle, l'un des plus grands événements de la ville après le Fespan qui a la spécificité de promouvoir la musique traditionnelle, a-t-elle renchéri. Clôturant son propos, Bibiane Itoua a indiqué que ce festival populaire et international des musiques traditionnelles, créé par des jeunes opérateurs culturels brazzavillois, est devenu depuis quelques années un événement de portée internationale qui fait la fierté de la ville capitale aussi bien que de l'Afrique et contribue à raffermir son leadership musical.

Un festival incontournable dans l'agenda culturel du Congo

Prononçant son discours d'ouverture de cette septième édition, la ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs,

Lydie Pongault, a souligné que ce festival reste incontournable dans l'agenda culturel de la République du Congo. « ... Feux de Brazza représente un lien vital entre nos communautés, nos histoires et notre identité collective. En tant que ministre, je tiens à souligner l'importance de la culture dans notre société. La musique traditionnelle est un vecteur puissant de transmission des valeurs, de la sagesse ancestrale et de notre patrimoine », a-t-elle déclaré.

Lydie Pongault a fait savoir que conformément à la vision du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le gouvernement a mis en place une politique qui valorise et encourage la diversité culturelle. A cet effet, le festival Feux de Brazza incarne parfaitement cette vision. Il permet non seulement aux

artistes de partager leurs talents, aux acteurs culturels de se former, aux experts de partager leurs connaissances, mais aussi offre à la jeunesse une opportunité d'explorer et de redécouvrir les racines culturelles. « En favorisant un espace d'échange entre générations, nous contribuons à la pérennité de nos traditions et à la dynamisation de notre paysage culturel. Ensemble, continuons à bâtir une société où la culture est au cœur de notre développement », a-t-elle déclaré.

La cérémonie d'ouverture a été agrémentée par la musique du Musée d'art, de la chorale Les Séraphins, et de la sœur Clémence Avounou. Bien auparavant, plusieurs groupes y ont presté, à savoir Tsala Kosso, Bouissa Classic, Empire Motaki, Zone Lissala, Elayi Babale Bolam, Nah Anda, Mbwanda Dipipa, Ondzombo « GTO », Otema Maka, Moukoulou national, Ntouka Kongo, Mfuma Kongo, et Simba Ngoma. Plusieurs autres groupes se sont produits par la suite, notamment les groupes, Ntsa Ku Mpuh, Mbere Junior, Co-Fusion Art, Ngoli musica, et Lumière musica.

Notons qu'un espace culturel et commercial est ouvert au grand public durant ce festival prévu du 7 au 10 septembre.

Bruno Zéphirin Okokana

ALAIN MABANCKOU À LA FNAC PARIS SAINT LAZARE

Rentrée littéraire réussie

Parmi les auteurs remarquables de la rentrée littéraire 2024, Alain Mabanckou est venu à la rencontre du public à la Fnac Paris Saint Lazare.

À un jour près il y a un an, Alain Mabanckou effectuait sa rentrée littéraire avec son roman «Lettres à un jeune romancier sénégalais», publié aux éditions Robert Laffont.

Pour cette année, le Lauréat du prix Renaudot 2006 pour son roman «Mémoires de porc-épic» a effectué sa rentrée littéraire en venant en toute simplicité, avec une verve pédagogique reconnue, à la rencontre du public, à la Fnac Paris Saint Lazare, le 6 septembre, de 18h à 20h. Dans sa besace, son nouvel ouvrage «Cette femme qui nous regarde», paru également aux éditions Robert Laffont. Une occasion pour Alain Mabanckou d'expliquer, par son regard décortiquant un jeu de miroirs au fil des 169 pages le composant, son rapprochement avec «Chère Angela», l'illustre militante.

Par une honnêteté intellectuelle imagée, il a su trouver les mots pour balader l'auditoire entre le Congo, la France et la Californie où, à ce jour, il a le plus vécu, à savoir près de 20 ans. Entre ces trois lieux de résidence que l'on peut imaginer représenter les

trois piliers en soutien de la marmite, il explore chaque identité sociétale par sa plume.

En ce moment, il met le focus sur les États-Unis, faisant le choix de décrire Angela Davis comme une icône aux États-Unis, militante anti-raciste et féministe très célèbre, au point d'en faire désormais une figure littéraire. Les États-Unis constitueront la source d'inspiration de son prochain roman, à en croire la confiance faite au cours de la soirée à l'assistance du Forum de la Fnac Paris Saint Lazare.

Mais quoi qu'il en soit, l'association triptyque Congo-France-États-Unis revient dans chacun de ses romans. Par exemple, il a expliqué le titre «Cette femme qui nous regarde» par une réponse de son père à sa mère. Celle-ci avait voulu savoir qui était la femme sur la photo accrochée dans le salon dont le regard portait sur la maisonnée au moment des repas à table. C'était Angela Davis. Le père, sans donner le nom, à la recherche d'une simplification, avait répondu : « c'est une femme qui lutte seule

aux États-Unis ».

Interrogé sur l'impact de ce roman, il a répondu que l'impact premier est de montrer, à l'adresse d'Angela Davis, son admiration, de faire souvenance des errements du genre humain et de dresser un portrait d'une des femmes les plus importantes de notre époque. Rappeler également que les femmes ont été partie prenante dans la lutte du genre et qu'elles doivent prendre leur place dans celle-ci.

À propos de la Francophonie, son souhait aurait été de la voir dirigée par la société civile et non des personnalités politiques.

De par son art de conter, Alain Mabanckou a suscité auprès de l'assistance une probable envie de trouver un bonheur de lecture à travers son nouveau roman. La preuve ? Les lecteurs présents ont acquis le livre et ont fait patiemment la queue afin d'obtenir leur dédicace respective.

Pour le remercier de sa belle plume, l'artiste Tyras a offert à Alain Mabanckou un tableau de son portrait.

Marie Alfred Ngoma



Alain Mabanckou à la dédicace de Cette femme qui nous regarde à la Fnac Paris Saint Lazare, vendredi 6 septembre 2024DR

ELECTIONS À LA FÉCOCLOSE-DA

Les membres de la commission électorale indépendante déjà à pied d'œuvre



Les participants à la cérémonie de présentation/Adiac

Dans le but de répondre aux exigences du ministère des Sports, notamment sur la mise en œuvre de la circulaire relative aux instructions pour la tenue des assemblées générales électorales, les membres du bureau exécutif de la Fédération congolaise de close combat et disciplines associées (Fécoclose-DA) ont procédé, le 8 septembre au centre de formation de Gothia, à la présentation des membres de la commission électorale indépendante. Composée de cinq membres, cette structure va coordonner et gérer les assemblées générales ordinaire et électorale de cette fédération, prévues le 28 septembre, au gymnase Henri-Elendé. A en croire le président de cette commission, Me Romain Fernand Ondono, le travail se fait en toute transparence, donnant la chance à ceux qui répondent aux critères et souhaitent postuler aux différentes postes du bureau exécutif de la fédération. Dans son intervention, il a détaillé les missions de cette structure et expliqué les innovations de la circulaire ministérielle. Pour bien exécuter son travail, Me Romain Fernand Ondono s'appuiera sur le savoir-faire des autres membres dont la vice-présidente, Audrey Marina Mbemba Bicalou, Edine Blanche Boukaka, Christian Timoléon Nzoulani ainsi que Destiné Bibiche Okobo.

Rude Ngoma

TENNIS

Le Cameroun doublement couronné au tournoi par équipe U12 de la zone 3

Le tournoi par équipe U12 de tennis de la zone 3, Afrique centrale, tenu du 2 au 4 septembre à Brazzaville, a rendu son verdict. Le Cameroun ayant confirmé sa suprématie dans toutes les catégories va représenter la zone au tournoi des champions d'Afrique prévu en fin d'année au Botswana.

Chez les filles, la Camerounaise Tezia Belibi s'est imposée en deux manches devant Okemba Ingoba du Congo (6-0, 6-0). Kratos Jyoova Lutia l'a imitée en dominant Anne Victoire

Ndongu (6-0, 6-2). Cette défaite prive les Congolaises de la qualification. « Les enfants se sont très bien débrouillés. Elles ont à peine six mois. Pour une première expérience, elles ont livré

des matches corrects. Je pense qu'elles ont une bonne marge de progression. D'ici à un ou deux ans, cela donnera quelque chose de mieux », a estimé un entraîneur congolais. Le Congo termine cette compétition en occupant la deuxième place derrière le Cameroun et devant la République démocratique du Congo (RDC).

Chez les garçons, le Cameroun a une fois de plus démontré sa puissance. Ses athlètes se sont imposés en double (6-1, 6-1) tout en gagnant les deux matches en simple par (6-0, 6-1) et (6-0, 6-0). Le Congo a occupé la troisième place derrière le Cameroun et la RDC.

La compétition a regroupé ces trois nations. Le Gabon, la Guinée équatoriale et la République centrafricaine n'ont pas été au rendez-vous pour des raisons techniques. Chaque pays a été représenté par trois joueurs en deux versions. Les pays se sont affrontés en trois matches et celui qui a eu deux victoires a été déclaré vainqueur.



Le Cameroun doublement couronné/Adiac

James Golden Eloué

FESTIVAL MBOTÉ HIP-HOP 2024

La huitième édition se tient ce 12 septembre

La huitième édition du festival Mboté hip-hop connaîtra la participation des artistes internationaux et nationaux. Ce festival qui aura lieu, le 12 septembre, à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville, est devenu un événement incontournable avec une ambition de soutenir les artistes locaux, stimuler la création à travers des rencontres professionnelles et faire vibrer le public.



Le parvis de l'IFC recevra, à 16 heures, les artistes talentueux de divers horizons qui enflammeront le lieu de par leurs chansons et styles musicaux pour réjouir le public qui fera le déplacement, même le podium sera ravi de les accueillir. Il s'agit de Mosty de la Côte d'Ivoire, Gaz Fabilouss de la République démocratique du Congo, Paterne Maestro de la République du Congo qui sera accompagné de Mc Baba et de Jean Sekoumouda, de Skipp Narco récemment sacré au concours African proud contest 2023, du duo Kosar et FlattBoy ainsi que de la talentueuse Jada Chief.

Au cours de ce festival, le public découvrira les talents des artistes en herbe. Les lauréats des tremplins Mboté hip-hop dont la finale a eu lieu le 29 août, au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, animeront la première partie de cette édition avant de céder la place aux têtes d'affiche de cet événement qui promet d'être exceptionnel. L'entrée est gratuite.

Rosalie Tsiankolela Bindika

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

National 1, 4e journée

Orléans s'incline à domicile face à Concarneau (2-3), avec Marvin Baudry titulaire à droite de la défense à trois. Rappelons qu'Owen Matimbu, le deuxième gardien de l'USO, est à Kampala, en Ouganda, avec les Diables rouges.

Sans Niels Bouékou, arrivé jeudi au club, Quevilly-Rouen-Métropole est tenu en échec par Bourg-Péronnas (0-0).

Sochaux rapporte un point de son déplacement chez le Paris 13 (1-1). Prêté fin août par l'AJ Auxerre, Victor Mayela a disputé son premier match avec les Lionceaux : le Lyonnais de 20 ans était titulaire en défense centrale.

National 2, 4e journée

Groupe A

Davel Mayela est entré en seconde période lors du match nul du Puy à Andrézieux (0-0). Son but à la 90e+2 minutes est annulé pour hors-jeu.

Jura-Sud prend un point à Cannes (1-1), avec Fulgenciy Kimbembé remplacé à la 90e minute, mais sans Thomas Oualembo.

Jenny Glade Nkassa était titulaire lors du revers de Saint-Priest à Bergerac (1-2).

Groupe B

Blois rapporte un point de son déplacement à Saint-Colomban-Lochiné (1-1). Déjà buteur à trois reprises cette saison, Exaucé Ngassaki est passeur décisif sur l'ouverture du score de Blésois à la 7e minute.

Dans les rangs morbihannais, Johan Mboumba Mouyabi n'est pas entré en jeu.

Réduit à dix dès la 3e minute, Granville est largement battu sur son terrain par Saint-Pryvé-Saint-Hilaire (2-5), sans Dorian Samba, pas encore apparu cette saison.

Saumur prend trois points à Poitiers (1-2). Stany Espagne (1 but cette saison) était titulaire en attaque, tandis que Bovid Itoua Ngoua et Yann Matingou ont fait leur apparition à la 78e minute. Padelphi Mavoungou n'était pas dans le groupe.

Groupe C

De retour dans le Nord, huit ans après son passage par Lille, Kévin Koumba a ouvert son compteur-but sous le maillot de Feignies-Aulnoye. L'avant-centre de 31 ans a doublé le score pour son équipe face à Aubervilliers à la 52e minute, avant d'être remplacé à la 82e.

Les Nordistes l'emportent 2-0 face à l'équipe de Jordy Kaloukadilandi, titulaire au poste de latéral droit.

Deuxième gardien, Desthy Nkounkou est resté sur le banc lors du match nul de Chambly à Beauvais (0-0).

Depuis le banc de touche, Trey Vimalin a assisté au match nul concédé par Fleury-Mérogis face à Furiani-Agliani (1-1).

Le FC Balagne bat Wasquehal, 2-0. Titulaire, Cédric Odzoumo a été actif, sans trouver la faille jusqu'à la 91e minute et son deuxième but de la saison, qui permet aux Corses de doubler le score. L'attaquant de 29 ans, déjà auteur d'un but lors de la 2e journée, a ensuite manqué un penalty.

Biesheim remporte le « derby » de l'Est de ce groupe C sur le terrain d'Hagenau (1-0). Christ-Vianney Goteni était titulaire au sein de la défense des visiteurs, comme Bridges Loumouamou chez les locaux.

Allemagne, 8e journée, 4e division, groupe Nord

Titulaire, Aurel Loubongo Mboungou a été remplacé à la 78e minute lors du match nul d'Oldenburg à Todesfelde (0-0).

Angleterre, 7e journée, 4e division

Fylde s'incline 3-4 à domicile face à Yeovil Town. Titulaire en pointe, Offerande Zanzala a été remplacé à la 62e minute.

Espagne, 1re journée, 5e division

La réserve du Sporting Gijon chute à Caudal (0-3). Pierre Mbemba était titulaire et a joué toute la rencontre. Frédéric Loki était absent de la feuille de match.

Russie, 9e journée, 2e division

Emmerson Illoy-Ayyet est resté sur le banc lors du match nul d'Ural face au Rotor Volgograd (1-1). Le FK Ural prend la tête du classement en attendant le match de l'Arsenal Tula chez le Torpedo Moscou ce lundi soir.

Ukraine, 5e journée, 3e division

La réserve du FC Polissya est tenue en échec par le Skala 1911 (0-0). Remplaçant, Jerry Yoka est entré à la pause.

Camille Delourme

JEUX PARALYMPIQUES

Paris 2024 a éteint définitivement sa flamme

Après les cris de joie, les larmes, les sourires, les hymnes nationaux, les applaudissements nourris suscités par les Jeux olympiques (JO) puis paralympiques mémorables, la flamme olympique 2024 s'est éteinte définitivement. En mémoire, la République du Congo aura participé avec quatre athlètes aux JO et deux aux Jeux paralympiques.

La ferveur exceptionnelle que la France a connue lors des JO s'est bel et bien prolongée avec les Jeux paralympiques, avec un clap de fin en transes musicales sous le ciel peu clément de Paris, le 8 septembre en soirée.

Bien qu'elle n'y soit pas invitée, la pluie a voulu être aussi de la partie, comme lors de la cérémonie d'ouverture des JO, le 25 juillet. Cette fois, le public était à l'abri, protégé par le toit du Stade de France. Mais pas les 5 800 athlètes, rassemblés sur la piste à ciel ouvert et couverts du mieux qu'ils le pouvaient par des ponchos transparents : un joyeux bazar !

Le Comité olympique et paralympique congolais gardera en mémoire la participation de ses six athlètes dont quatre aux JO et deux autres aux Jeux paralympiques. D'une manière indirecte, le Comité se souviendra également de Séraphine Okemba, rugby à 7, qui aurait pu faire partie de ces athlètes qu'on aurait pu voir sous le maillot du Congo aux JO 2024 et peut-être aussi de Cyréna Samba-Mayéla, la Franco-Congolaise de 23 ans, qui a offert à la France la première et



Cérémonie de clôture des Jeux paralympiques/DR

unique médaille en argent en athlétisme aux JO Paris 2024. Aux paralympiques, Emmanuel Grâce Mouambako, 35



Mireille Nganga

ans, en para athlétisme 100m hommes, catégorie sportive T11 dossard 1133, avec l'aide de son guide Sharon Victor



Emmanuel Grâce Mouambako

Loussanga, a participé au premier tour-série 4 des épreuves de qualification, le 4 septembre.

Mireille Nganga, 48 ans, en deux temps, de son côté, a participé aux épreuves de la catégorie sportive F56 lancer de Javelot assis femmes, le 2 septembre. Le 4 septembre, c'était au lancer de poids assis femmes - F57.

Pour ces deux athlètes, c'était une belle participation enrichissante qui suscite une prise en compte pour un meilleur encadrement et une préparation appropriée en vue d'envisager d'en faire de futures médaillées aux JO de Los Angeles, dans quatre ans.

Marie Alfred Ngoma

À l'heure du bilan, le secrétaire général et chef de mission du Comité paralympique sénégalais, Yoro Libel Niang, se dit «entre déception et reconnaissance».

En chiffres, sur les 42 pays africains engagés, 10 ont remporté des médailles, dont Maurice, pour la toute première fois de son histoire. Sans trop de surprises, les nations d'Afrique du Nord sont les mieux classées.

-L'Algérie, 25^e place au classement général pour 11 médailles dont six en or.

-Le Maroc a raflé 15 médailles, meilleur total africain, mais seulement trois en or, majoritairement en athlétisme aussi.

-Le Nigeria suit grâce à ses haltérophiles et à Mariam Bolaji, en bronze au badminton, premier podium de l'histoire pour le continent, tous Jeux confondus.

Suivent l'Égypte, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, la Namibie, le Kenya. Mais aussi Maurice, qui débloque son compteur grâce à Yovanni Philippe dans la catégorie d'efficacité intellectuelle et relationnelle en bronze sur 400 m. En revanche, le Sénégal, le Cameroun ou la République démocratique du Congo attendent toujours leur premier podium. Au total, 30 pays d'Afrique n'ont jamais remporté de médailles aux Paralympiques.

ELECTION À LA FÉCOJU-DA

Cinquante-neuf clubs composeront le corps électoral

Prélude aux assemblées générales ordinaire et élective de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fécoju-Da) et suite à l'incompréhension qui régnait autour du corps électoral, l'Union africaine de judo (UAJ) a diligenté, discrètement, une mission à Brazzaville pour éponger cette situation qui mettait en mal non seulement les efforts du bureau exécutif national mais aussi l'avenir des athlètes. Les questions du corps électoral, la date de l'élection et autres ont été passées au peigne fin.

Selon une source proche du dossier, la délégation de l'UAJ composée de deux de ses directeurs sportifs (Alain Christian Kingue Dihang et Abdourahmane Youssoufou) a réuni, le 2 septembre à Brazzaville, les parties prenantes de la crise. Aux côtés des délégués de l'UAJ, Ata Asiokarah Neyl Francis et Pierre Mabilia étaient face à Marien Ikama Ngouabi qui était accompagné de Florent Serge Aya.

A l'ordre du jour de la rencontre, ils ont, entre autres, débattu sur la consolidation et la validation du corps électoral de la Fédération congolaise de judo, avec pour document de référence comportant cent trois clubs établi par la Fédération internationale de judo, en collaboration

avec les deux groupes en conflit de la Fécoju-Da.

A en croire la source, les présents ont parcouru la liste des cent trois clubs pour se rendre compte des clubs qui remplissent les conditions d'éligibilité, conformément à l'article 49 des statuts de la Fécoju-Da. «Après des échanges entre les parties, ce préalable et cette méthodologie de travail ont été acceptés par toutes les parties présentes (liste de présences jointe en annexe). Après vérification et recensement des différents clubs répertoriés dans le tableau, les clubs suivants, au nombre de cinquante-neuf remplissent les conditions pour être membres du corps électoral de la Fédération congolaise

de judo pour l'assemblée générale élective de l'olympiade 2025-2028 », a lâché la source. Cette mission de l'UAJ, dont le ministère des Sports et le Comité national olympique et sportif congolais avaient reçu copie de sa lettre du 27 août, visait à examiner les pistes de solutions pour la tenue d'une assemblée générale élective apaisée, susceptible de garantir une sortie de crise et assurer un fonctionnement pérenne au service des athlètes et différentes parties prenantes. La présence de cette délégation sonne la fin de la récréation qui tentait à s'éterniser au sein de la Fécoju-Da. Les acteurs de cette discipline pourront maintenant poursuivre le travail puisque le débat sur le corps électoral relève du passé.

Liste des clubs retenus

1. Judo Club Inter d'Ewo; 2- Judo Club Avenir de Mvou-Mvou; 3- Judo Club Fierté d'Ewo; 4- Judo Club de Boundji; 5- Judo Club Saint Benoit de Boundji; 6- Judo Club Arc-en-ciel; 7- Judo Club Inter; 8- Judo Club Simon; 9- Judo Club Tchapi; 10- Judo Club Zorino; 11- Judo Club Fuji; 12- Judo Club Kano Brazza; 13- BSSGQG; 14- Judo Club Ngoyi ngokali; 15- Judo Club Taylor; 16- Judo Club Teddy Riner; 17- Judo Club Daojing; 18- Judo Club Baobab; 19- Judo Club David Douillet; 20- Judo Club Brazza; 21- Judo Club Garde républicaine; 22- Judo Club Génération Kano; 23- Judo Club Jean Luc Rouge; 24- Judo Club Jigoro Kano; 25- Judo Club Molokai; 26- Judo

Club Saris; 27- Judo Club Ngouloukou; 28- Judo Club AM de Ngoyo; 29- Fuji Yama; 30- Judo Club de Poto-Poto; 31- 5 février; 32- Kawashi; 33- AA Netto; 34- Gendarmerie Brazza; 35- Bison Avatar; 36- Judo Club Mpila; 37- Pentagone Mpila; 38- Kotakoli Brazza; 39- Ataraxie; 40- Kindo Odzo; 41- Lion Mikage; 42- Madibou; 43- Meng Sangha; 44- Moukondo Dolisie; 45- Ngama Kosso; 46- Okouaka Serraphin; 47- Thambitso Racine Oyo; 48- Saint Boris Wesso; 49- Saint Denis; 50- Tchetcheni Pointe Noire; 51- Washi; 52- Judo Club Vatican; 53- Deker; 54- Judo Club 56; 55- Judo Club Moloungue; 56- Nkombo Matari; 57- 18 mars; 58- Kake; 59- Sukiss.

Rude Ngoma

DÉSENCLAVEMENT DE L'ARRIÈRE-PAYS

Le Premier ministre poursuit sa tournée dans le Kouilou

Accompagné des autorités départementales et des cadres de la direction générale de l'entretien routier, le chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, a visité le 8 septembre, entre autres, « la boucle du Kouilou », où les travaux vont démarrer dès l'année prochaine.

Pour traverser la Noubi, le Premier ministre et sa suite ont dû utiliser un bac d'une capacité de trente tonnes. En effet, le gouvernement prévoit la construction d'un pont de près de 100 mètres sur la rivière Noubi, accompagné de l'aménagement et du bitumage de 20 km de route entre Madingou-Kayes et Tchizalamou, ainsi que de 66 km de route en terre latéritique. Confiés à l'entreprise CRBC, les travaux qui vont durer dix-huit mois commenceront à partir de janvier 2025, après la réalisation des études détaillées pour les plans d'exécution.

Anatole Collinet Makosso et sa délégation se sont ensuite rendus dans le district de Nzambi, où ils ont été attendus au village Tandou-Ngoma. Ici aussi, la traversée sur la rivière Konkouaty s'est effectuée par bac. Lors d'un échange franc et direct à Nzambi-poste, les habitants ont exprimé leurs préoccupations concernant les conflits avec les éléphants, les difficultés d'ac-



Anatole Collinet Makosso s'entretenant avec les habitants de Tandou-Ngoma/DR

quisition de certains documents administratifs, les fréquences de traversée à bord des différents bacs, et l'emploi des jeunes.

En effet, face au désarroi causé par les éléphants, les habitants de Ntandou-Ngoma ont exprimé leurs inquiétudes et demandé l'intervention du gouvernement pour trouver des solutions viables. Reconnaisant

la complexité de la situation, le Premier ministre a assuré que le gouvernement est conscient de ces enjeux. « *Le conflit entre l'homme et la nature est un défi que nous devons aborder avec prudence. Nous devons protéger notre patrimoine naturel, mais également veiller à ce que nos concitoyens ne soient pas lésés par la présence*

des espèces protégées », a déclaré Anatole Collinet Makosso, lors de son intervention.

Il a, par ailleurs, réaffirmé l'engagement de l'exécutif à travailler avec les autorités locales, les experts en conservation et les organisations internationales pour mettre en place des stratégies permettant de minimiser les interactions négatives entre

les humains et les éléphants. Au nombre des actions à mener, figurent l'amélioration des infrastructures agricoles, la construction des barrières naturelles pour protéger les cultures, sans oublier la sensibilisation des communautés à la gestion de ces conflits.

Quant à d'autres doléances formulées par la population, le Premier ministre a promis de travailler avec les ministres en charge des dossiers évoqués afin de trouver, a-t-il dit, des solutions rapides. Il a, dans la foulée, annoncé que sur instructions du président de la République, les travaux de construction du pont sur la Noubi commenceront bientôt. Le but étant de renforcer la mobilité et promouvoir le développement touristique dans cette partie du pays. Avant de quitter Nzambi, Anatole Collinet Makosso a distribué des kits scolaires aux enfants des villages du district et offert un générateur à la sous-préfecture.

Parfait Wilfried Douniama

PRÉSIDENTIELLE 2026

La FOC conditionne sa participation à la tenue d'un dialogue

Le président de la Fédération de l'opposition (FOC), Jean-Félix Demba Ntélo, au cours d'une conférence de presse animée le 9 septembre à Brazzaville, a appelé à la tenue d'un dialogue inclusif, exigeant, par ailleurs, la libération des leaders de l'opposition, Jean-Marie Michel Mokoko et André Okombi-Salissa.

Face aux chevaliers de la plume et du micro, le principal orateur a peint le tableau peu reluisant de la situation socioéconomique et politique nationale, sans oublier la question des accords conclus entre le Congo et le Rwanda, dans le domaine de l'agriculture. S'agissant de l'élection présidentielle de 2026, Jean-Félix Demba Ntélo pense que la FOC ne pourrait pas y participer dans les conditions actuelles. « *Nous pensons que le dialogue inclusif est notre préalable en 2026, parce qu'on ne peut pas parler d'élections dans un pays où les résultats sont connus d'avance. Si ce n'est pas le cas, vous ne nous verrez pas. Nous avons constaté que même le recensement général de la population est fossé, ils doivent reprendre tout cela* », a-t-il déclaré.

Ce dialogue qui doit, selon lui, connaître la participation de toutes les composantes de la nation, particulièrement des acteurs politiques, devrait être précédé par l'organisation de la réconciliation nationale qui se présente comme l'unique voie

pour sortir le pays de sa situation actuelle. « *Pour sortir le Congo de son blocage actuel, il y a beaucoup de gestes qu'il faut faire pour créer les conditions du dialogue qui ne peut se faire sans réconciliation, sans apaisement...* ». Le but étant de garantir, d'après Jean-Félix Demba Ntélo, aux générations présentes et futures la paix durable, le développement socioéconomique et l'épanouissement culturel, dans l'unité, le travail et le progrès.

Faisant le bilan des neuf mois de sa mandature à la tête de la FOC, il a exploré le fait que cette plateforme est décapitée en neuf ans d'existence. Quant à la situation dans laquelle se trouve le Congo actuellement, il a parlé de la débâcle économique et du naufrage social. « *Le pays est dans un KO total, il est bloqué dans tous les domaines d'activités, surtout sur le plan sportif où il occupe actuellement les derniers rangs* », a-t-il dénoncé.

Insistant sur la gestion du pays, il a souligné la nécessité de « *placer l'intérêt supérieur de la Nation au-des-*

sous de tout pour sauver le Congo ». Concernant les accords signés entre le Congo et le Rwanda, le président de la FOC a dénoncé ce qu'il qualifie de trahison des intérêts supérieurs de la Nation. Pour lui, rien ne saurait justifier, de la part d'un gouvernement dont la mission et le devoir sacré sont la défense de la souveraineté nationale et la dignité du peuple, des décisions de cette nature, susceptibles de mettre à terme la population en danger. « *Avec 342 000 km² de superficie, à peine 6 millions d'habitants, un sol et un sous-sol riches en ressources naturelles, une façade maritime avec un port maritime à eaux profondes, notre pays n'a aucunement besoin du Rwanda, petit pays enclavé d'à peine 26 300 km², surpeuplé de 14 millions d'habitants, est sans ressources naturelles* », a-t-il soutenu, demandant au gouvernement de laver l'affront aux propos du ministre et de l'ambassadeur rwandais qui se sont octroyés, selon lui, « *la liberté de donner des leçons de pédagogie au peuple congolais* ».

Parfait Wilfried Douniama

CONSOMMATION

« Campek », une nouvelle boisson alcoolisée sur le marché

La cérémonie de dégustation et mise en vente de la nouvelle boisson alcoolisée dénommée « Campek » s'est tenue le 8 septembre à Brazzaville.

La boisson est fabriquée par la société « Générale trading », dont le ministre d'Etat, Henri Djombo, est le promoteur. Produit à Enyellé, dans le département de la Likouala, le campek, déjà disponible dans les départements de la Sangha, de la Likouala, de Pointe-Noire et de Brazzaville, est embouteillé dans un flacon de 33 cl vendu entre 1000 et 2000 FCFA, selon le degré.

Présentant le produit, la responsable des équipes marketing des produits Campek, Sarah Dissinda, a assuré que ce produit est reconnu, certifié et enregistré dans toutes les structures légales. Sa production est prête à répondre à la demande.

Les prix sont fixés, selon le conseiller départemental de la Likouala, Christian Bassenga, par le ministère du Commerce en tenant compte des dépenses effectuées de la fabrication à la commercialisation. Abordée, une consommatrice n'a pas tari d'éloges. Ayant requis l'anonymat, avec un ton publicitaire, elle a indiqué : « *Les Congolais ne doivent pas douter de Campek, ce produit possède des vertus thérapeutiques. Cela fait 5 ans que je prends cette boisson. Je me sens très bien dans mon corps, mais également dans ma peau* ».

Le Campek est tiré du vin de raphia, extrait naturel d'acajou, de saccharose, d'alcool et bien d'autres ingrédients.

Lopelle Mboussa Gassia